

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Quels politiciens voulons-nous envoyer à Berne?

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Il est bien connu que les Parlements nationaux des Etats membres de l'UE n'ont pratiquement plus rien à réglementer, car les bureaucrates de Bruxelles déterminent d'en haut ce qui doit s'appliquer dans les 28 Etats pour presque tous les domaines de la vie. Quiconque écoute les débats dans nos deux Chambres fédérales peut parfois penser que la Suisse est également membre de l'UE – ou du moins qu'elle a accepté l'accord-cadre imposé par Bruxelles. Ce fut le cas lors de la discussion au Conseil national sur l'initiative de limitation et lors des débats sur la révision totale de la loi sur la protection des données. Il ne s'agit pas ici de présenter le contenu complexe et étendu du projet de loi. Cela doit être fait à une date ultérieure. A la veille des élections, cet exemple vise à montrer que les majorités déterminantes de la Berne fédérale observent souvent l'UE comme une proie hypnotisée, oubliant ainsi leur propre peuple.

Nous présentons également à nos lecteurs certaines des visions assez étranges de l'«Opération Libero» pour l'avenir de la Suisse – bien sûr, elle a le droit de les défendre, en vertu de la liberté d'opinion. Si, cependant, certains candidats au Conseil national s'engagent en faveur des objectifs politiques de cette organisation pour qu'elle parraine leur campagne électorale, alors ce n'est plus acceptable.

Le 20 octobre, nous, les citoyens, aurons l'occasion d'élire les candidats qui s'engagent sérieusement – pas seulement par de belles paroles – pour le bien-être de la population.

### Initiative de limitation: tous contre un

L'initiative a été présentée dans Horizons et débats du 16 septembre.<sup>1</sup> Comment on pouvait s'y attendre, le Conseil national a recommandé le rejet de l'initiative par 123 voix

contre 63 voix de l'UDC et 3 abstentions. Plus de 70 orateurs ont profité du débat pour s'exprimer avant les élections au sujet de la libre circulation des personnes, le plus souvent sans révéler leur position concernant l'accord-cadre avec l'UE qui est beaucoup plus important pour notre pays.

### Loi sur la protection des données: satisfaire l'UE avec de nombreuses contorsions

Depuis deux ans, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale sont aux prises avec une révision totale de la Loi sur la protection des données. Quel en est le but?

*Septembre 2017: Le Conseil fédéral veut adapter la protection des données au droit communautaire*

Dans son message au Parlement du 15 septembre 2017, le Conseil fédéral a déclaré que la révision proposée «permettrait de mieux protéger les données des citoyens». Ce qui est au moins aussi important pour lui: «En adaptant la législation au droit européen, le Conseil fédéral crée les conditions pour que la transmission transfrontalière de données entre la Suisse et les Etats de l'UE reste possible sans obstacles supplémentaires». Et d'ajouter: «Le Conseil fédéral répond ainsi à une préoccupation de l'économie suisse».<sup>2</sup>

*Juin/septembre 2018: le Conseil national et le Conseil des Etats approuvent l'adoption au droit Schengen*

Etant donné qu'il n'avait pas été possible d'éliminer la contradiction entre les exigences des citoyens en matière de protection efficace de

leurs données personnelles et l'exigence d'un transfert de données non bureaucratique et illimité par les entreprises mondiales, le Conseil national a reporté le problème en divisant le projet en deux parties. Premièrement, on a voulu mettre en œuvre la *directive de l'UE 2016/680*, faisant partie de *Schengen*, relative à la protection des données à caractère personnel en droit pénal. Ce premier projet de loi incontesté a été approuvé par le Conseil national le 12 juin par 174 voix contre 5 et 2 abstentions. Le Conseil des Etats l'a également accepté le 11 septembre sans opposition.<sup>3</sup>

*Après la première étape: l'amélioration de la protection des données toujours en attente*

La partie de la révision beaucoup plus importante pour la population, à savoir la meilleure protection des données personnelles à l'époque d'Internet, promise par le Conseil fédéral, n'est toujours et encore pas traitée.

*Septembre 2019: Le Conseil national approuve le projet, avec de nombreuses abstentions de la part de la gauche*

Au cours de la session d'automne qui s'est achevée, la *Commission des institutions politiques du Conseil national* a présenté à son Conseil le projet d'une nouvelle loi sur la protection des données. Malgré de grandes différences de contenu entre la gauche du Conseil et les fractions bourgeoises – par exemple sur le traitement des données de l'aide sociale ou les conditions d'utilisation du «profilage»<sup>4</sup> – le Conseil national a achevé en deux jours le vaste paquet législatif. Le 25 septembre, il a voté en partie à contrecœur avec 98 voix pour,

68 contre et 27 abstentions.<sup>5</sup> Selon le protocole du vote, l'opposition est venue de l'UDC, les abstentions de quelques Verts et avant tout du PS (14 oui/24 abstentions). Seuls deux sociaux-démocrates ont eu le courage de voter Non: *Prisca Birrer-Heimo*, Lucerne, présidente de la *Fondation pour la protection des consommateurs*, et *Corrado Pardini*, Berne, membre de la direction du *Syndicat Unia*.

*Adaptation au droit communautaire ou meilleure protection des données pour la population?*

La raison de la hâte de la grande Chambre est que l'UE a une fois de plus publié de nouveaux règlements, à savoir le *Règlement de base de l'UE (EU-DSGVO)*, qui est en vigueur depuis le 25 mai 2018. Selon le procès-verbal de la séance du Conseil national, «[l'UE] examinera d'ici mai 2020 si la protection des données en Suisse est toujours équivalente à la sienne». La conseillère fédérale *Keller-Sutter* a confirmé lors des débats au Conseil national: «Si la Suisse ne modifie pas sa réglementation, les entreprises locales seront confrontées à d'importants désavantages concurrentiels [...]. Il serait difficile pour les entreprises d'échanger des données avec des entreprises de l'UE.» Une lyre bien connue, dont la répétition constante a pour but de soumettre les Suisses qui ne veulent pas y adhérer. *Gregor Rutz*, conseiller national UDC, commente: «Nous nous laissons de plus en plus de reprendre toutes les absurdités de l'UE. Les règles de l'UE ne doivent être adoptées que lorsque c'est inévitable.»

Suite page 2

## Certains candidats au Conseil national suivent les mots d'ordre de l'«Opération Libero»

*mw.* Déplacer les majorités parlementaires avec un budget de 1,5 millions de francs: voilà le plan de l'ancien conseiller national et ambassadeur *Tim Guldemann* (PS) qui est aux manettes dans l'association «Opération Libero». Suite aux informations données par l'hebdomadaire de gauche *WOZ* et par *Isabel Villalon* sur le site *Inside Paradeplatz*, le jeu étrange joué par cette organisation dans le contexte des élections législatives fédérales, *Horizons débats* a publié le 30 septembre un article à ce sujet.<sup>1</sup> Les candidats au Conseil national, se soumettant à un test de leurs convictions politiques,<sup>2</sup> obtiennent de l'argent pour leurs campagnes électorales. Ou tourné autrement: ils participeront à l'«élection du changement» orchestrée par l'«Opération Libero» – ou par les donateurs inconnus.

### L'«Opération Libero» fait de la publicité pour elle-même

Exemple d'un débat électoral: «Votez pour le changement, by «Opération Libero». Le 3 octobre, nous viendrons à Wil avec la table rose. Venez tous pour rencontrer les candidats du canton de Saint-Gall: *Arber Bullakaj* (PS), *Susanne Vincenz-Stauffacher* (PLR) et *Oliver Schmid-Schönbein* (pvl). En tant qu'invités à notre table rose, ils répondront à vos questions. Saisissez cette occasion pour mieux faire leur connaissance!»<sup>3</sup>

### «Nous voulons, nous voulons...»

Texte original d'«Opération Libero»: «Une coalition d'empêcheurs refusent la construction de l'avenir. [...] Nous voulons changer cela. Nous voulons un tournant. Nous élisons le changement. Nous voulons des esprits progressistes de différents partis. [...] Nous voulons créer une nouvelle majorité [...]. C'est à nous d'agir: quelques voix supplémentaires au

*Parlement suffisent déjà pour créer le tournant. Agissons.»* [soulignement *mw*]

Les radieuses femmes dirigeantes de l'«Opération Libero» ne semblent pas connaître grand-chose de la démocratie directe: «Nous voulons, nous voulons...». En Suisse, les électeurs décident et chacun à une voix. Voici quelques brèves informations concernant le programme de l'«Opération Libero».<sup>4</sup>

### Intégration dans l'UE et «Pour l'égalité des genres et des modes de vie»

«Nous voulons»: l'accord-cadre et d'autres accords avec l'UE, si nécessaire l'adhésion à l'UE. Un «plan directeur pour le climat» avec une tarification de la mobilité et des taxes sur le CO2 pour tous – quelles que soient les différentes possibilités financières des individus. L'égalité des genres et des modes de vie: abandon du «modèle traditionnel de la famille», droits civiques et «participation démocratique» pour tous, «la migration doit être autorisée et interdite uniquement à titre exceptionnel». – En bref: un ensemble mixte de personnes qui se réalisent elles-mêmes, sans ancrage ou identification avec la Confédération, le canton et la commune, sans assumer de responsabilité pour la communauté. Et qui subvient aux coûts? Les multinationales et leurs dirigeants, souvent peu familiarisés avec le modèle suisse, ne se sentent guère concernés!

### Politique numérisée et domination mondiale par les entreprises

Et bien sûr, la numérisation totale de tous les domaines de la vie est exigée, par exemple en politique: «Grâce aux outils numériques, nous souhaitons intégrer davantage de personnes dans le processus politique, par exemple à l'aide de procédures de consultations élec-

troniques.» – Elles existent depuis longtemps, mais les représentantes de cette «opération» (les *Liberas*) ne pensent probablement pas aux consultations traditionnelles suisses, mais plutôt à des prétendus «processus participatifs» dans le cadre d'Ateliers du futur, etc.

«Des marchés ouverts et globalisés» sont la réponse: «La réglementation devrait toutefois assurer et soutenir l'efficacité et la stabilité du marché. Pour y parvenir, le droit de la concurrence doit être renforcé et la coopération internationale approfondie, à travers un renforcement de la réglementation de la concurrence et la promotion active de l'harmonisation de la réglementation mondiale par des traités internationaux, y compris en matière de fiscalité.» – Réfléchissons-y: affaiblir les Etats de droits souverains pour que les entreprises mondiales puissent opérer librement.

### Travailler jusqu'à 80 ans et augmenter les cotisations sociales?

Et finalement un «contrat intergénérationnel visionnaire»: Pour que les systèmes sociaux soient adaptés à l'avenir et aux générations futures, «[...] ni la flexibilisation ou la relève de l'âge de la retraite ni une hausse des cotisations ne doivent être des sujets tabou». L'âge de la retraite doit être progressivement adapté à l'espérance de vie. – Donc, travailler jusqu'à 80 ans, parce qu'actuellement certaines personnes atteignent 90 ans? En même temps, augmenter les cotisations pour l'AVS, l'AI et les caisses de pension des salariés, car les personnes indépendantes et les bénéficiaires d'allocations sociales entrant librement dans le pays, doivent bien sûr recevoir le beurre qu'il leur faut pour leur tartine.

La Suisse fonctionne différemment. Heureusement! Nous ne voulons pas d'une élection du changement, mais la préservation du

système de démocratie directe de notre Suisse fédéraliste et neutre, un Etat de droit souverain étant un modèle coopératif de vie et de travail en commun ouvert à toute personne voulant sincèrement y contribuer.<sup>5</sup>

<sup>1</sup> «Smartvote – Sondage de la SSR – «Opération Libero». Rassemblons les pièces du puzzle», *Horizons et débats* n° 21 du 30/9/19

<sup>2</sup> cf. *ibid*

<sup>3</sup> [www.operation-libero.ch/del/pinker-Tisch-wil](http://www.operation-libero.ch/del/pinker-Tisch-wil)

<sup>4</sup> [www.wandelwahl.ch/sieben-inhalte#europa](http://www.wandelwahl.ch/sieben-inhalte#europa)

<sup>5</sup> Les 38 candidats du Conseil national testés et parrainés par l'«Opération Libero»:

Argovie: *Christina Bachmann-Roth*, PDC; *Yannick Berner*, PLR; *Maya Bally*, PBD; *Yvonne Feri*, PS; *Beat Flach*, pvl

Berne: *Laura Curau*, PDC; *Claudine Esseiva*, PLR; *Ursula Zybach*, PS; *Astrid Bärtschi*, PBD; *Kathrin Bertschy*, pvl

Bâle-Campagne: *Florence Brenzikofer*, Les Verts; *Balz Stüchelberger*, PLR; *Eric Nussbaumer*, PS

Bâle-Ville: *Christian Egeler*, PLR; *Sibel Arslan*, Les Verts *BastA!*

Fribourg: *Gerhard Andrey*, Les Verts; *Bernhard Altermatt*, PDC

Genève: *Sophie Buchs*, PDC; *Romain de Sainte Marie*, PS; *Susanne Amsler*, pvl

Grisons: *Vera Stiffler*, PLR; *Ursin Widmer*, PBD

Lucerne: *Roland Fischer*, pvl; *Anne-Sophie Morand*, PLR; *Karin Stadelmann*, PDC

Saint-Gall: *Arber Bullakaj*, PS; *Susanne Vincenz-Stauffacher*, PLR; *Oliver Schmid-Schönbein*, pvl

Schwyz: *Karin Schwiter*, PS; *Dominik Blunsky*, PDC

Vaud: *Florence Bettschart-Narbel*, PLR; *Axel Marion*, PDC

Zurich: *Nicola Forster*, pvl; *Ursula Keller*, PLR; *Davide Loss*, PS; *Ursula Troisio*, PBD; *Philipp Kutter*, PDC; *Marianna Schlatter*, Les Verts

# Les Etats de droit risquent-ils l'autodestruction?

## Les luttes politiques pour le pouvoir ignorent l'esprit de la liberté, l'Etat de droit et la démocratie

par Karl Müller

Les recherches scientifiques sur le déclin de l'Empire romain ont été longtemps en désaccord sur la question de savoir si des facteurs externes ou internes étaient les principaux responsables du déclin. A l'heure actuelle, il est largement admis que les deux ont joué un rôle majeur. Qu'en est-il des Etats constitutionnels actuels en Occident? Outre l'influence déstabilisatrice venant de l'extérieur (cf. *Horizons et débats* n° 20 du 16/9/19), des facteurs internes, une sorte d'autodestruction, y jouent probablement aussi un rôle. Les Etats-Unis d'Amérique en sont actuellement un bon exemple. Cependant, l'Europe n'a aucune raison de se reposer sur ses lauriers, car nous pouvons observer des aspects similaires chez nous. Sans rectifier le cap, les perspectives sont mauvaises.

Dans son discours du 24 septembre devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le président américain Donald Trump a formulé des phrases qu'aucun homme politique ayant des responsabilités gouvernementales en Europe n'aurait formulées de cette manière. Voici quelques citations:

«La forte division traversant le monde entier et toute l'histoire apparaît, une fois de plus, cruellement au grand jour. C'est le schisme entre ceux dont la soif de vouloir tout contrôler les conduit à penser qu'ils sont destinés à gouverner les autres et ceux dont les hommes et les nations ne veulent que s'autogouverner eux-mêmes.»

«Comme mon pays bien-aimé, chaque nation représentée dans cette salle a une histoire, une culture et une tradition dignes d'être défendues et célébrées, et qui nous offre notre potentiel unique et notre force. Le monde libre doit s'appuyer sur ses fondements nationaux. Il ne faut pas tenter de les éliminer ou de les remplacer.»

«Si tu veux la liberté, sois fier de ton pays. Si tu veux la démocratie, garde ta souveraineté. Et si tu veux la paix, aime ta nation.»

«L'avenir n'appartient pas aux mondialistes. L'avenir appartient aux patriotes. L'avenir appartient aux nations souveraines et indépendantes qui protègent leurs citoyens, respectent leurs voisins et honorent les différences qui rendent chaque pays particulier et unique.»

«Le véritable bien de la nation ne peut être poursuivi que par ceux qui l'aiment: par des citoyens enracinés dans leur histoire, nourris par leur culture, attachés à leurs valeurs et à leurs semblables et qui savent que c'est à eux de construire leur avenir ou de le perdre.»

«La liberté n'est préservée, la souveraineté n'est garantie, la démocratie n'est durable, la grandeur n'est réalisée que par la volonté et le dévouement de patriotes.»

«Apprécie ta culture! Honore ton histoire! Apprécie tes citoyens!»

### Le discours de Donald Trump aux Nations Unies...

Un commentaire de la station de radio publique «Deutschlandfunk» du même jour est exemplaire pour de nombreuses réactions en Europe suite à ce discours:

«Dans son discours d'ouverture lors de l'Assemblée générale de l'ONU, Donald Trump a mis l'accent sur sa doctrine «America First» et a conseillé à toutes les nations de suivre cette voie nationaliste. Il propose ainsi une fois de plus l'exacte contraire de l'idée des Nations Unies – son discours était un clair rejet de l'ordre mondial multilatéral et une ode à l'intérêt nationaliste égoïste. Le fait qu'il commette une erreur flagrante en recourant à la notion des Etats-nations de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ne semble déranger ni lui, ni ses conseillers: qu'il s'agisse du climat, de l'armement nucléaire, du commerce international ou de toute autre question brûlante dans notre monde interconnecté et mondialisé, le nationalisme ringard n'est absolument pas apte à gérer tout cela. Le monde est dans un état si pitoyable précisément parce que

– dans le sillage de ce fauteur de trouble à la Maison Blanche qui crée toutes sortes de divisions arbitraires, chacun fait de plus en plus ce qui lui paraît juste.»

### ... et un procès pour destitution contre le président américain

Un jour plus tard, Nancy Pelosi, le leader de la majorité à la Chambre des représentants et membre du Parti démocrate, annonce la préparation d'un procès pour destitution contre le président des Etats-Unis en exercice. La raison serait une conversation téléphonique entre le président américain et le président actuel de l'Ukraine de juillet 2019. Le président des Etats-Unis aurait exhorté le président ukrainien à rouvrir une enquête contre l'ancien vice-président américain Joe Biden et son fils Hunter. Joe Biden est aujourd'hui un candidat prometteur pour la candidature du Parti démocrate en vue des prochaines élections présidentielles à l'automne 2020.

En tant que vice-président sous Barack Obama, Joe Biden était responsable des relations entre les Etats-Unis et l'Ukraine. En même temps, après le coup d'Etat de février 2014, le fils de Biden, Hunter, a été engagé par une compagnie de gaz ukrainienne pour un poste très lucratif (50'000 dollars de salaire par mois). Ce grand groupe était à ce moment soupçonné de corruption. Le père Biden était intervenu auprès du gouvernement ukrainien et avait demandé le remplacement du procureur général responsable de l'enquête – ce qui fut exécuté. Les enquêtes à l'encontre de l'entreprise ont également été abandonnées.

Tout cela est connu depuis longtemps – et est resté sans conséquences. Le seul nouvel aspect est l'information concernant cet appel téléphonique du président américain. Les opposants politiques de Donald Trump ne discutent pas du comportement du père et du fils Biden, mais accusent le président en exercice d'avoir violé une loi américaine en faisant cet appel. Il est interdit aux candidats

à l'élection présidentielle américaine d'obtenir une assistance pour la campagne électorale de l'étranger.

L'issue de l'affaire est actuellement inconnue.

### Des luttes de pouvoir acharnées

Une fois de plus, cependant, il est clair que les opposants politiques au sein des Etats-Unis s'affrontent sans relâche et sans scrupules. Et si nous sommes honnêtes, cela n'est pas si différent avec les alliés des Etats-Unis en Europe. Partout dans l'ancien monde, où des choix alternatifs émergent sur le plan politique, des luttes similaires sont menées sans relâche. A la différence (cf. les citations du président américain dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU) que les forces politiques, poursuivant un programme comme celui du président américain, n'ont en Europe – à quelques exceptions près – aucun pouvoir gouvernemental et qu'on rencontre presque partout un courant dominant intitulé ces forces d'«extrémistes» pour tenter de les exclure politiquement. Ni aux Etats-Unis, ni en Europe, il s'agit dans ce contexte de protéger la loi et la démocratie, mais de quelque chose de totalement différent.

Kishore Mahbubani, professeur de sciences politiques à Singapour, ayant travaillé pendant de nombreuses années dans le service diplomatique de son pays, a écrit en 2008 un livre très remarqué, mais malheureusement trop peu pris au sérieux, intitulé «The New Asian Hemisphere: The Irresistible Shift of Global Power to the East». Aujourd'hui, 11 ans plus tard, ce livre est encore plus d'actualité que lors de son année de publication. Mahbubani critique l'Occident et son comportement de domination toujours intact, mais plus du tout réaliste dans la politique et l'économie mondiales face à une montée indéniable des Etats asiatiques.

Suite page 4

### «Quels politiciens ...»

suite de la page 1

Sinon, nous serons soumis à un «raz-de-marée bureaucratique».<sup>6</sup>

### Le dilemme des sociaux-démocrates

Et pourquoi de nombreux conseillers nationaux du PS se soumettent-ils? Afin de faire avancer le projet selon les lignes directrices de Bruxelles, le PLR a conclu, après la première journée de négociations (24 septembre), des affaires douteuses avec le PS concernant la protection des données de l'assistance sociale afin d'éviter une «alliance impie» entre le PS et l'UDC contre la loi. La plupart des membres du PS n'étaient pas vraiment convaincus. En effet, les sociaux-démocrates suisses sont confrontés à un dilemme constant: d'une part, leur programme de parti inclut toujours l'objectif de l'adhésion à l'UE,<sup>7</sup> d'autre part, l'engagement en faveur de bonnes conditions sociales est au cœur de leur ligne directrice du parti. Le PS et les Verts eux-mêmes ont exprimé ce dilemme dans le procès-verbal de la réunion: «La gauche du Conseil a trouvé de nombreuses raisons à ce mécontentement. Sur presque tous les points, le Conseil national a rejeté les demandes de renforcement de la protection des données. Les informations sur les activités syndicales, par exemple, ne devraient plus être considérées comme «particulièrement dignes de protection». (Communiqué ATS du 25 septembre) Oui, le PS a même déclaré qu'il ne «voulait pas descendre inutilement au-dessous» du niveau de protection actuellement en vigueur». (Communiqué ATS du 25 septembre, soulignement mw) Il n'est donc plus question de la promesse faite par le Conseil fédéral il y a deux ans: «Avec la révision de la Loi sur la protection des données (LPD), les données des citoyens seront mieux protégées». Il est presque inconcevable que les politiciens de gauche acceptent une détérioration de la protection des données de la population juste pour sauver la compatibilité de la loi avec l'UE. Certains espèrent

que le Conseil des Etats apportera les «corrections nécessaires», et Balthasar Glättli (Les Verts ZH) déclare que lors du vote final (c'est-à-dire après l'ajustement des divergences avec le Conseil des Etats) le groupe rose-vert n'hésitera pas un instant à s'opposer à la loi, si elle reste aussi inutile qu'elle l'est maintenant». (Communiqué ATS du 25 septembre)

La citoyenne engagée se demande alors: pourquoi ne dites-vous pas Non maintenant déjà? La réponse est que la gauche place toujours et encore ses espoirs dans une UE sociale sous direction sociale-démocrate: «L'UE représente beaucoup plus qu'un marché intérieur: elle représente une fédération d'Etats qui aménage socialement et écologiquement ce marché intérieur, et cela dans une mesure supérieure au niveau d'intervention habituellement pratiqué en Suisse. [...] Pour le socialisme, il ne peut pas y avoir, en Europe, de retour en arrière à des Etats nationaux indépendants les uns des autres, voire hostiles les uns envers les autres. Il ne peut y avoir, au contraire, qu'un progrès vers une intégration allant bien au-delà du seul marché intérieur.»<sup>8</sup> Est-ce vraiment possible que le PS soit à un tel point aveugle sur la situation internationale!

Avec le vote favorable du Conseil national, la protection des données se dirige «vers une mise en œuvre conforme à l'UE».

L'association professionnelle SwissHoldings, qui prône «des conditions cadres favorables pour les entreprises multinationales» avec siège en Suisse et qui regroupe actuellement 58 multinationales (<https://swissholdings.ch>), estime que «la révision totale de la loi sur la protection des données est en bonne voie». Pour ceux qui ne l'ont pas encore remarqué, il indique clairement à qui la nouvelle loi doit s'adresser en priorité, à savoir les multinationales suisses marchant à la cadence de Bruxelles. Le oui du Conseil national doit «être considéré comme un succès [...]». Dans la consultation détaillée, il a suivi les recommandations de l'économie

dans les lignes essentielles. SwissHoldings se réjouit également du fait que la protection des données se dirige vers une mise en œuvre conforme à l'UE.» (Souligné mw)<sup>9</sup>

Avec cette voix des entreprises internationales, il est (une fois de plus!) confirmé que l'UE n'a jamais été un projet social, mais une construction néo-libérale, du début à aujourd'hui. Il faut espérer que les syndicats (Confédération des syndicats et Travail Suisse) le rappelleront clairement aux politiciens de gauche avant qu'ils ne cèdent également à l'accord-cadre et acceptent la directive de l'UE sur le détachement de travailleurs comme un faible substitut aux mesures d'accompagnement fortes visant à protéger les emplois suisses. •

<sup>1</sup> «Volonté de contourner de gré ou de force la reprise obligatoire du droit de l'UE». *Horizons et débats* n° 20 du 16/9/19

<sup>2</sup> «Une meilleure protection des données et un renforcement de l'économie suisse». *Communiqué du Conseil fédéral* du 15/9/17

<sup>3</sup> «Le Conseil national veut réviser la loi sur la protection des données en deux étapes». *Communiqué ATS*. Débat au Conseil national du 12/6/18; *Nouvelles ATS*. Débat au Conseil des Etats du 11/9/18

<sup>4</sup> Le «profilage» fait référence à l'évaluation automatisée de données personnelles qui peuvent être utilisées pour créer des profils de personnalité, analyser des schémas comportementaux ou les prédire. (Mäder, Lukas. «Die Zeit für eine Eingung beim Datenschutzgesetz drängt». [Le temps presse pur un accord sur la loi sur la protection des données] *«Neue Zürcher Zeitung»* du 20/9/19). Le profilage est utilisé, par exemple, pour vérifier l'aptitude des candidats à un emploi ou la solvabilité.

<sup>5</sup> «Le Conseil national dit partiellement à contrecœur oui à la loi sur la protection des données». *Nouvelles ATS*. Débat au Conseil national du 25/9/19

<sup>6</sup> «Le Conseil national prend les premières décisions concernant la nouvelle loi sur la protection des données». *Nouvelles ATS*. Débat au Conseil national du 24/9/19

<sup>7</sup> «La construction européenne à la croisée des chemins». Programme du parti PS 2010, pp. 6–8

<sup>8</sup> *Programme du parti PS 2010*, p. 7

<sup>9</sup> «La révision totale de la loi sur la protection des données est sur la bonne voie». *Communiqué de presse SwissHoldings* du 25/9/19

### Courrier des lecteurs

## Les Accords bilatéraux se transforment en accords unilatéraux

Les Accords bilatéraux sont souvent glorifiés. Seul bémol: ces Bilatérales se transforment suite à l'Accord-cadre institutionnel avec l'UE en accords unilatéraux. Ainsi, on introduit de nouvelles sanctions et des clauses «guillotine». Avec le terme de «mesures compensatoires», l'UE se donne la compétence de saisir des sanctions allant jusqu'à suspendre, partiellement ou entièrement, les accords concernés. En même temps, on cimenter la clause «guillotine» contenue dans les Bilatérales I en la liant avec l'Accord-cadre ainsi qu'avec des accords futurs. Cela réduit à l'avenir notre marge de manœuvre en augmentant massivement les possibilités de chantage de la part de l'UE. C'est aux antipodes de la sécurité juridique. L'obligation de la reprise automatique du droit et de la juridiction de l'UE constitue en effet une enfreinte existentielle envers notre Constitution et viole gravement nos valeurs étatiques fondamentales. L'Accord institutionnel sape la démocratie directe et méprise notre indépendance, notre neutralité et le fédéralisme. Même dans le domaine de la Directive relative au droit des citoyens de l'UE, la Cour de Justice de l'UE aurait au bout du compte le dernier mot.

L'Accord-cadre institutionnel est un «contrat léonin» et un accord d'adhésion à l'UE dissimulé. L'Accord-cadre institutionnel avec l'UE peut-il vraiment être si avantageux pour nous quand il faut nous forcer à accepter notre chance à l'aide d'un pied-de-biche? Pourquoi l'UE tente-t-elle de nous soumettre au chantage en s'opposant à la reconnaissance de la Bourse suisse si l'Accord-cadre institutionnel est prétendument si avantageux pour nous?

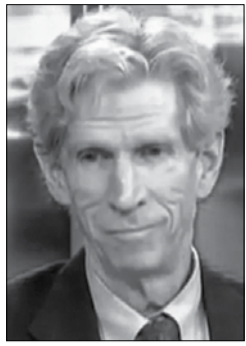
Bruno Dudli, Sonental, député au Grand Conseil du canton de Saint-Gall



## Pourquoi l'attaque contre le centre pétrolier Abqaiq a-t-elle eu lieu?

### Quelles leçons les Etats-Unis devraient-ils en tirer?

par Gareth Porter, Etats-Unis\*



Gareth Porter  
(photo wikipedia)

Le succès retentissant de l'attaque par drone du 14 septembre contre le principal centre de traitement des exportations pétrolières de l'Arabie saoudite a amené la crise iranienne à un nouveau tournant. Elle a démontré que l'Iran a la capacité de faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils mettent fin à leur guerre contre l'économie iranienne ou alors qu'il aura la volonté [et la capacité, NdT] de la faire passer à un niveau supérieur. Un ensemble de questions complexes liées aux différents systèmes d'armes iraniens et houthis ainsi qu'aux preuves techniques entourant la destruction d'Abqaiq seront au centre de l'attention au cours des prochains jours. Ces preuves présentées par l'administration peuvent être faibles ou convaincantes mais, dans les deux cas, ce serait une erreur stratégique pour ceux qui s'opposent à la guerre au Yémen et à l'implication de l'Amérique dans cette guerre d'en faire l'affaire principale. Cela ne fera qu'obscurcir les enjeux de cette guerre et qu'éviter les questions politiques centrales devant être abordées maintenant: pourquoi cette attaque a-t-elle eu lieu? Et que laisse présager une telle situation dont le niveau était déjà celui d'une petite crise prompte à se transformer en une guerre très grave au Proche-Orient?

La question de savoir si l'attaque d'Abqaiq était une opération combinée houthi-iranienne ou une opération complètement iranienne est d'une importance secondaire. Il est évident que, quelle que soit la nature précise de la frappe, l'Iran a probablement joué un rôle dans la création des drones et/ou des missiles de croisière impliqués et dans la justification stratégique de cette attaque. Mais on peut soutenir que les Houthis et l'Iran avaient des raisons légitimes de mener une telle attaque.

Pour les Houthis, il s'agit de forcer l'Arabie saoudite à cesser sa guerre systématique

\* Gareth Porter, né en 1942, est historien américain, journaliste d'investigation, auteur et analyste spécialisé dans la politique de sécurité nationale des Etats-Unis. Il est un spécialiste du Vietnam et milita contre la guerre déjà pendant la guerre du Vietnam. Il a rédigé plusieurs publications sur les possibilités de résoudre de manière pacifique les conflits en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient.

contre la population civile dans la zone du Yémen contrôlée par les Houthis et son blocus aérien et maritime des biens de première nécessité; pour les Iraniens, il s'agit de forcer les Etats-Unis à lever leur blocus économique en faisant pression sur les clients de l'Iran. L'Arabie saoudite a violé les principes les plus fondamentaux du droit international par sa guerre agressive pour changer le régime du Yémen, puisqu'elle n'était pas attaquée par les Houthis quand elle a lancé cette guerre. Les efforts visant à mettre fin au conflit par la résistance, la négociation et les frappes sur des cibles moins importantes en Arabie saoudite n'ont pas réussi à arrêter ce qui est largement considéré dans le monde entier comme une guerre criminelle.

Pour l'Iran, en revanche, la frappe contre Abqaiq est une étape absolument nécessaire pour signaler aux Etats-Unis qu'ils ne peuvent pas continuer leur attaque contre l'économie iranienne sans conséquences très graves. Et le moment de la frappe est presque certainement le résultat de la série de mesures agressives et offensives prises par les Etats-Unis contre les intérêts les plus vitaux de l'Iran depuis que l'administration Trump a quitté l'accord sur le programme nucléaire iranien et réimposé des sanctions américaines.

Depuis près d'un quart de siècle, les Etats-Unis pratiquent le boycott secondaire (sanctions contre les Etats commerçant avec un Etat que le gouvernement américain cible comme ennemi) pour faire pression sur la politique iranienne, à commencer par l'adoption de l'Iran Libya Sanctions Act (ILSA) en 1996. Aujourd'hui, l'administration Trump a poussé l'utilisation de cet instrument jusqu'à son extrême limite en cherchant à réduire les

exportations de pétrole de l'Iran – sa principale source de recettes à l'exportation – à «zéro», comme l'a déclaré fièrement le secrétaire d'Etat Mike Pompeo en avril dernier. L'administration prévoit également de réduire au minimum les exportations iraniennes de gaz et de métaux (fer, acier, aluminium et cuivre). Dans sa présentation publique des fameuses «12 demandes» faites à l'Iran en mai 2018, Pompeo y déclarait que l'objectif réel de toute cette pression était de forcer le peuple iranien à débarrasser les Etats-Unis du régime qu'il honnit à Téhéran.

La politique trumpienne de «pression maximale» sur l'Iran représente donc la violation extrême du droit d'un Etat à participer à l'économie mondiale, sans laquelle un Etat moderne ne peut survivre. C'est l'équivalent, sur le plan commercial, d'un blocus naval pour affamer une nation, et il serait universellement reconnu comme un acte de guerre s'il était perpétré par tout autre Etat dans le monde. L'Iran appelle cela du «terrorisme économique».

Dans le contexte de ces questions juridiques et morales plus larges, la question des rôles respectifs de l'Iran et des Houthis dans la frappe n'est pas seulement une question d'importance tactique et de propagande, mais de principe fondamental. La fermeture d'Abqaiq est le signal le plus clair possible de la part de la République islamique, déclaré par elle-même à maintes reprises: si les Etats-Unis insistent pour la priver de la possibilité de vendre du pétrole, ils ne permettront pas au reste du pétrole mondial de passer par le détroit d'Ormuz.

L'attaque contre Abqaiq est aussi une démonstration dramatique de la capacité de

l'Iran à surprendre stratégiquement les Etats-Unis et à bouleverser leurs plans politico-militaires. L'Iran a passé les deux dernières décennies à se préparer en vue d'une éventuelle confrontation avec les Etats-Unis, et le résultat est une nouvelle génération de drones et de missiles de croisière qui donne à l'Iran la capacité de contrer beaucoup plus efficacement tout effort américain, en cherchant à détruire ses ressources militaires et viser les bases américaines installées au Moyen-Orient.

Les Etats-Unis ont apparemment été pris par surprise lorsque l'Iran a abattu un prototype de variante navale américaine du drone de surveillance Global Hawk, drone de la taille d'un Boeing 737, avec un missile Khordad lancé par un système de missiles surface-air Ra'ad, déployé pour la première fois il y a quelques années. Et le système de défense aérienne de l'Iran a été continuellement mis à niveau, à commencer par le système russe S-300 qu'il a reçu en 2016. L'Iran vient également de dévoiler en 2019 son propre système de défense aérienne, le Bavar-373, qu'il considère comme plus proche du système russe S-400 convoité par l'Inde et la Turquie que du système S-300.

Ensuite, il y a le développement par l'Iran d'une flotte de drones militaires, ce qui a incité un analyste à qualifier l'Iran de «superpuissance de drones». Parmi ses réalisations en matière de drones, mentionnons le Shahed-171, un «drone furtif» doté de missiles guidés avec précision, et le Shahed-129, une copie hybride du Sentinel RQ-170 américain et du MQ-1 Predator américain.

L'Iran s'est fortement investi dans des réalisations technologiques et militaires ces dernières années, surtout parce qu'il se sentait dangereusement vulnérable. Mais les analystes prennent cette génération de systèmes iraniens très au sérieux, qui, selon eux, auront de profondes répercussions sur la politique américaine. Je doute cependant que quelqu'un ait briefé Trump sur cette réalité...

La tâche urgente des opposants à toute guerre à venir n'est pas de se laisser distraire par la question des preuves indiquant la responsabilité de l'Iran. Il s'agit de se concentrer sur l'urgent problème de la responsabilité américaine, balayée sous le tapis politique et médiatique.

(Traduit par Wayan, relu par Hervé pour le Saker Francophone)

Source originale: <https://www.theamericanconservative.com/articles/evidence-of-irans-culpability-in-the-attack-isnt-important/> du 19/9/19

#### Les sanctions unilatérales font partie de l'arsenal de la loi du plus fort

«Les sanctions sont un instrument de politique internationale allant à l'encontre de l'idée de la diplomatie et de la coexistence pacifique des peuples. Comme il en ressort clairement des dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, les sanctions sont le précurseur du recours à la force armée. Au niveau de la morale, ce genre de mesures coercitives ressemble à un acte de guerre.

[...] Unilatéralement, les sanctions appartiennent en fin de compte à l'arsenal du droit du plus fort et

s'inscrivent donc mieux dans l'«ancien» droit international, où le ius ad bellum, le «droit à la guerre», était la prérogative de l'Etat souverain. Cependant, il est généralement reconnu que de nos jours, cette compréhension du droit est dépassée depuis la fin de la Première Guerre mondiale.» («Sanktionen aus völkerrechtlicher Sicht», p. 150; in: Hans Köchler, «Schweizer Vorträge – Texte zu Völkerrecht und Weltordnung», Editions Zeit-Fragen, Zurich 2019, 169 p., ISBN 978-3-909234-23-3)



## A quel point la «nation indispensable» est-elle «indispensable»?

### Les Etats-Unis deviendront-ils pacifiques ou y a-t-il une menace de guerre civile?

par Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat au ministère fédéral de la Défense



Willy Wimmer  
(photo ef)

Une chose est certaine. La fureur, avec laquelle les différents groupes de Washington se battent actuellement, était dans le passé dirigée contre les «ennemis» du monde qu'on avait l'habitude d'attaquer. Sous le Président Trump, le monde semble profiter d'un moment de répit.

Dans ce contexte, deux questions se posent: combien de temps le Président Trump pourra-t-il faire face? Le monde profitera-t-il de ce répit?

En consultant les programmes d'information du soir de la BBC britannique on peut se faire une opinion sur ces deux questions. Depuis belle lurette déjà, on est étonné de voir à quel point Londres perd toute retenue dans ses commentaires sur les événements survenus dans un autre pays. L'atout est l'image manifeste de l'ennemi, sans jamais profiter d'un reportage informatif complet. A titre de comparaison, il convient de se référer aux rapports de guerre en fin de journée sur les événements de Hong Kong. A la BBC, on ne rencontre cela que lorsqu'il s'agit de la prochaine mis-

sion de guerre britannique. Hong Kong et les salves contre Trump correspondent à un seul et même schéma. En avant, à plein régime, tel semble être le slogan à Londres.

Washington offre une grande quantité de messages dont le peuple doit absolument prendre connaissance. De part et d'autre, c'est similaire comme le montre l'histoire sans fin de la présidence de Trump. Le conflit avant les élections de 2016 et les procédures ayant eu lieu à Washington jusqu'à présent n'ont plus rien à voir avec la «lanterne de la démocratie» autoproclamée. Ils rappellent plutôt un match équestre afghan au cours duquel une carcasse d'animal est «aplatie» par les cavaliers participants, jusqu'à ce qu'elle ne soit plus reconnaissable. Récemment, le Président Trump a mis en garde contre une guerre civile. Les signes en ce sens remontent aussi loin que les nominations des deux candidats à la présidence lors de la dernière élection présidentielle. Le fait que tous les groupes porte-avions de combat avec leur grand nombre d'avions de combat ont été ramenés dans leurs ports d'attache américains à la date des élections de 2016 en dit long, de même que le transport simultané de matériel de guerre lourd des différents théâtres de guerre aux environs des métropoles américaines.

Qui s'étonne encore que, lorsque le président américain Trump prononce un magnifique discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, les médias européens se contentent de choisir les mots les plus durs concernant l'Iran? Aucune mention sur ces réflexions inhabituelles pour un président américain au sujet du rôle possible des Etats-Unis dans un futur monde d'Etats souverains. Sa déclaration sur «l'avenir qui appartient aux patriotes» a été formulée de telle sorte qu'en Allemagne, le mécontentement du gouvernement à l'égard de l'AfD a également pu faire son chemin de cette manière. La question décisive pour l'humanité tout entière est de savoir si le président américain Trump réussira à reconstruire la politique intérieure et étrangère de son pays de manière à ce qu'elle ne s'effondre pas et ne recouvre pas le monde de guerres sur le long terme. Les Européens ne doivent pas rechigner d'interpréter le mouvement migratoire dans les deux Amériques dans ce contexte. Quelle image avons-nous des Etats-Unis à l'avenir? Depuis des décennies, on observe en «Amérique espagnole» le réarmement verbal contre les Etats-Unis. Du Texas à la Californie, on veut récupérer les régions tombées dans les mains des Etats-Unis au XIXe siècle.

L'actuelle politique de guerre des Etats-Unis depuis la destruction du «Maine» dans le port de La Havane comme légitimation de la politique de guerre arbitraire était et demeure obligatoirement liée à l'«auto-adulation» américaine de la «nation indispensable», offrant une auto-détermination proverbiale à mener une guerre permanente et mondiale. Chacun peut évaluer lui-même dans quelle mesure la bigoterie était nécessaire pour maintenir cette image de soi. Mais au-delà du Président Trump, cette image se fend de fissures énormes, comme le média «Netflix» veut le faire connaître dans quelques semaines avec une émission sur les vrais dirigeants aux Etats-Unis sous la forme non pas de «Skull and bones» mais du «National Prayer Breakfast». Selon l'auteur du livre «The family» et selon sa déclaration sur CNN au moment de sa fondation dans les années trente, c'est une «organisation semi-fasciste». La «supériorité de la race anglo-saxonne» commence à vaciller. Non pas parce que les idées modernes ouvrent de nouvelles voies dans le monde entier. Il n'y a pas qu'à Washington que les gens s'en prennent les uns aux autres. Le monde devrait s'accrocher afin de ne pas être éjecté des montagnes russes mises en branle par Washington.

(Traduction Horizons et débats)



# La France peut-elle assumer son destin de République souveraine et sociale?

par Rita Müller-Hill, Cologne



**Analyse de livre**  
Le titre du livre de Pierre Vermeren, publié en français en mai 2019, renvoie aux principaux résultats de cette analyse profonde: «La France qui décline – Les Gilets jaunes, une jacquerie au XXI<sup>e</sup> siècle. Un regard d'historien sur 40 ans de gâchis».<sup>1</sup>

Si la préface est traitée en détail dans cette présentation du livre, c'est parce qu'elle présente un constat extrêmement instructif de l'histoire récente et de l'actualité française, et un bon résumé pour les lecteurs qui ne peuvent pas lire le livre en français.

Pierre Vermeren fait précéder son livre par une citation d'Honoré de Balzac: «Il y a deux histoires, l'une que l'on enseigne et qui ment, l'autre que l'on tait parce qu'elle recèle l'inavouable.»<sup>2</sup>

Dans sa préface, l'auteur revient indirectement sur la citation: «La couverture médiatique, c'est-à-dire la «version officielle» de la révolte des Gilets jaunes, fausse la réalité. Le mouvement des Gilets jaunes «n'est pas l'événement médiatique parisien ou bordelais que les télévisions d'information continue ont scénarisé: cette crise a concerné la quasi-totalité du territoire et des régions françaises».<sup>3</sup>

Dans un sens plus large, le livre est un compte-rendu des «vraies» causes de la crise. Pierre Vermeren ne voit pas d'événement semblable dans l'histoire récente, de sorte que l'historien doit se remémorer des temps lointains. Rien de comparable ne s'est produit au XX<sup>e</sup> siècle, et les quatre révolutions politiques du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle (1789/99, 1830, 1848, 1870/71) ont toutes eu leur épice à Paris.

## Les Gilets jaunes: un phénomène nouveau et unique

Le mouvement populaire actuel a pris naissance dans les petites et moyennes villes de province. Ce soulèvement moderne s'est propagé via les médias électroniques (portables, réseaux sociaux). Au départ, il s'agissait d'un mouvement pacifique. Lorsque des actions violentes – mises en scène par on ne sait qui – ont eu lieu, en particulier à Paris, elles ont été présentées en détail par les chaînes de télévision et d'autres médias, de sorte que l'impression d'un mouvement violent global a surgi.

L'auteur trouve futile l'argument de savoir s'il s'agit d'une insurrection, d'une révolte, voire d'un processus révolutionnaire avorté. A son avis, ce n'est pas la question. Ce qui est décisif c'est «la nouveauté et l'originalité»<sup>4</sup> du mouvement des Gilets jaunes – c'est ainsi qu'il doit être mesuré. Après tout, les questions et les problèmes qu'il a soulevés sont importants: en dernière analyse, il s'agit de savoir si la France, à l'ère de la mondialisation, «assume son destin de République souveraine et sociale».<sup>5</sup>

L'élection d'un jeune technocrate du monde des «Enarques» (E.N.A. = Ecole nationale d'administration), de l'Inspection des Finances et des banques à la présidence de la République a fait éclater l'ancienne structure des partis. Mais cette stratégie de

«faire du vieux avec du neuf» ne pouvait plus arrêter la révolte contre l'«élite».

Dans son introduction, Pierre Vermeren donne un résumé des problèmes qu'il analysera en détail. Il énumère un certain nombre de scandales. En premier le chômage de masse étroitement lié à la désindustrialisation du pays et persistant depuis des années, en second le niveau record mondial de fiscalité, combiné à une dette publique élevée. Dans la situation sociale, il situe le troisième grand scandale: un taux de délinquance élevé, la violence dans les villes et un islamisme militant (djihadisme) jamais vu dans un contexte de frontières ouvertes et incontrôlées. A son avis, cela est aggravé par les promesses électorales qui n'ont pas été tenues, les réformes en constante évolution dans les écoles et la baisse du pouvoir d'achat de la population ordinaire.

## La crise de confiance

Au fil des décennies, une crise de confiance s'est développée, conduisant au fait qu'aucun parti n'a obtenu une majorité parlementaire continue depuis 1978. Le pacte social créé avec la V<sup>e</sup> République (fondée en 1958 par Charles de Gaulle suite à une nouvelle Constitution) a été progressivement démantelé par diverses réformes constitutionnelles. Le rôle du Président vis-à-vis du Parlement est aujourd'hui plus fort que jamais, sauf que la plupart des décisions les plus importantes sont prises par l'UE à Bruxelles et par la Banque centrale européenne (BCE). Le Président n'a, en fait, qu'un seul véritable instrument de pouvoir entre les mains: l'occupation des plus hautes fonctions politiques. Comme cela a toujours été l'affaire de l'«élite» entre elle, cela a très peu touché la population. En effet, conformément au Pacte social, elle a reçu la protection de l'Etat. Or, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

La révolte des Gilets jaunes doit être vue dans ce contexte. Il s'agit d'un jeu de décisions et de faits historiques n'ayant jamais été débattus ouvertement dans l'arène politique et n'ayant jamais pris en compte le désir de changement de la population. Tous les problèmes remontent au XX<sup>e</sup> siècle. Par exemple, le premier déficit public de 1975, se creusant davantage dans les années suivantes a été rejoint par d'autres: les déficits du budget social et du commerce.

## La désindustrialisation

Dans les années 70, avec la décision de mettre fin à la migration de main-d'œuvre, une décision ambivalente a été prise aboutissant au regroupement des familles immigrées. La situation des écoles n'a cessé de se détériorer depuis la réforme Haby (Ministre de l'Education nationale de 1974 à 1978). La récession qui a commencé après le premier choc pétrolier en 1973 n'a pas été combattue par des investissements supplémentaires dans l'industrie productive, mais par l'expansion du secteur tertiaire (services) en France. En conséquence, la désindustrialisation sous forme de cessions à des investisseurs étrangers a augmenté, entraînant le démantèlement des entreprises autrefois productives et la délocalisation des restes à l'étranger. Alstom en est un exemple éloquent.

## ... risquent d'être abandonnées

Il est étonnant qu'un Asiatique doive nous le rappeler, alors que nous nous donnons l'impression de vouloir nous déchirer les uns les autres dans nos pays et nos communautés politiques. Des guerres de tranchées idéologiques et des intérêts inconciliables semblent avoir rendu impossible la recherche de solutions communes aux problèmes réels. Quelle image offrons-nous aux peuples d'Asie et d'Afrique, c'est-à-dire à la majorité de l'humanité? Quelles «leçons» faut-il tirer si notre comportement actuel est interprété comme le fruit pourri de la liberté, de l'Etat de droit et de la démocratie – alors même que les excès des luttes de pouvoir ignorent tout ce qui constitue la substance de la liberté, de l'Etat de droit et de la démocratie?

La République de Weimar, dit-on, était une démocratie sans démocrates et n'avait dès le début aucune chance contre la dicta-



ISBN 979-10-210-3936-0

Pierre Vermeren est un historien français, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est spécialiste du Maghreb et des mondes arabo-berbères. Il a vécu 8 ans en Egypte, au Maroc et en Tunisie. Pierre Vermeren a été interviewé à plusieurs reprises dans «Le Figaro» et sur «France Culture» au sujet des Gilets jaunes.

L'élection du socialiste François Mitterrand en 1981 fut signe d'un grand espoir, car l'alternative aurait été le libéral Valéry Giscard d'Estaing. Mais en 1983, ses conseillers, Jacques Attali et Jacques Delors, ont convaincu Mitterrand d'abandonner sa politique «socialiste» de nationalisation au profit d'une politique «européenne».

Jacques Chirac est devenu président en 1995 avec la promesse de surmonter la «fracture sociale» et de sortir du carcan monétaire européen imposé par le traité de Maastricht. Mais Alain Minc et Alain Juppé l'ont conduit à quitter sa voie «utopiste souverainiste», ce qui aurait perturbé la marche vers l'euro, déjà fixée.

Après ces décisions, la gauche et la droite pouvaient difficilement être distinguées, politiquement parlant.

## Question sociale ou questions sociétales

Désormais, le débat politique ne tourne plus autour de la «question sociale», mais autour de «questions sociétales»: immigration et islam, délinquance en banlieue, réforme de la citoyenneté et droit de vote pour les immigrés, PACS (partenariat civil, depuis 1999) et mariage homosexuel, insémination artificielle et grossesse (PMA et GPA) antiracisme et néo-féminisme. Ce processus a occulté la reconnaissance de l'appauvrissement de la classe moyenne française et le profond changement qu'il a entraîné. Mais même si les

«questions sociétales» ont supprimé la «question sociale» aux yeux du public, elle était latente et s'est manifestée encore et encore: par exemple en 1995 lors de la grande grève contre le Plan Juppé sur la réforme des pensions et la sécurité sociale, qui a abouti à la dissolution de l'Assemblée nationale.

## 2005: le Non au projet de Constitution européenne

En 2002, Jean-Marie Le Pen arrive au second tour de l'élection présidentielle et, en 2005, les Français ont rejeté le projet de Constitution européenne avec 55% de «non» lors d'un référendum. Lorsque Nicolas Sarkozy rompt la promesse qu'il avait faite en 2007 (et approuve néanmoins le Traité constitutionnel avec l'aide du Parlement), son adversaire, le socialiste François Hollande, est élu en 2012.

En novembre 2018, environ 18 mois après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence, la crise des Gilets jaunes commença: l'augmentation de la taxe sur le gazole est la goutte qui fait déborder le vase. Contrairement à ce qui est rapporté dans les grands médias, les Gilets jaunes ont 75% de la population derrière eux.

Voilà pour l'inventaire de Pierre Vermeren. Il donne au lecteur un aperçu de l'évolution des décisions et des problèmes sur lesquels les Français n'ont pas été consultés et leur choix ignoré.

## Analyse approfondie en neuf chapitres

L'analyse détaillée des problèmes est divisée en neuf chapitres. Le premier chapitre pose la question de savoir si la révolte des Gilets jaunes est un phénomène sans précédent dans l'histoire de France. En tant qu'historien, Vermeren ne se penche pas seulement sur le phénomène actuel, mais aussi sur l'époque précédente, sur les facteurs engendrant ce développement.

Dans les chapitres suivants, il examine la désindustrialisation et le chômage de masse entraîné par celle-ci et décrit cela comme une spirale se développant sur 50 ans. La désindustrialisation est liée à la décision des élites françaises de se concentrer sur un nouveau type d'économie – le secteur tertiaire – et en même temps de cesser d'investir dans l'industrie productive. Dans un autre chapitre, il examine les effets des réformes scolaires et leurs conséquences négatives sur l'ascension sociale. Il consacrerait un autre chapitre aux élites françaises «claquemurées dans l'entre soi» dans les métropoles en s'inspirant de l'exemple de la ville de Bordeaux (l'un des points chauds de la révolte). En conséquence, il analyse la situation de la France périphérique et l'impact de la grande crise de 2008. L'économie française ne s'en est pas remise, le pouvoir d'achat a stagné et l'ensemble de la vie culturelle dans les zones environnantes des métropoles s'en est trouvée fortement affectée.

La promesse de la France d'être une société socialement juste et égalitaire et l'image qu'elle se fait d'elle-même ont depuis longtemps été renversées. La troisième classe du TGV (qui n'existait auparavant que dans les trains du XIX<sup>e</sup> siècle) peut en être considérée comme un symbole.

Aujourd'hui, le TGV ne relie que les métropoles. Le réseau ferroviaire reliant auparavant toutes les régions, a été en grande partie fermé. Chaque groupe social reste fermé sur lui-même. Cela s'applique à toute la vie culturelle et sociale.

Enfin, l'auteur fait des suggestions concrètes qui méritent d'être approfondies et débattues pour améliorer la situation des «perdants de la mondialisation». Le livre de Pierre Vermeren est fortement recommandé pour ceux qui souhaitent avoir une connaissance profonde et objective de la situation en France.

## «Les Etats de droit ...»

suite de la page 2

## Quand les valeurs de l'Occident ...

Mais il rend aussi hommage à l'Occident: «La philosophie occidentale a apporté une énorme contribution au développement de l'humanité. Les idéaux simples mais révolutionnaires de l'égalité des êtres humains et de la dignité individuelle sont de grands cadeaux de l'Occident à l'humanité. Sur la base de ces idéaux simples s'est développé un véritable trésor de droits humains qui a grandement amélioré la qualité de vie dans tout l'Occident. En outre, la philosophie occidentale a considérablement élargi les connaissances humaines. La science et la technologie moderne sont une réussite occidentale. Presque toutes les sociétés boivent sans grande difficulté aux sources profondes de l'érudition occidentale.»

ture à venir. Cette affirmation n'est pas correcte. Après la Première Guerre mondiale, la grande majorité des Allemands était heureuse de la nouvelle République. Elle a élu les partis qui s'engageaient résolument en faveur de la République, ne voulaient rien savoir de l'extrémisme politique et défendaient la jeune République contre l'hostilité des extrémistes de gauche et de droite. Mais la République n'a pas réussi à donner des réponses convaincantes aux questions pressantes de ses citoyens, elle s'est déchirée dans des guerres de tranchée et ainsi de suite – outre toutes les difficultés venant de l'extérieur subies également par cette République. Nous connaissons la fin.

Quelles seront les conséquences, si les dirigeants des Etats occidentaux – qui sont actuellement encore tous sur le papier des Etats constitutionnels – continuent à mener leurs luttes pour le pouvoir de la même manière qu'aujourd'hui?

<sup>1</sup> Vermeren, Pierre. La France qui décline. Les Gilets jaunes, une jacquerie au XXI<sup>e</sup> siècle. Un regard d'historien sur 40 ans de gâchis. Paris, Editions Tallandier Essais, 2019

<sup>2</sup> «Illusions perdues», p. 709, Classiques Garnier, Paris 1956

<sup>3</sup> Vermeren, Pierre. op.cit. p. 9

<sup>4</sup> op.cit. p. 10

<sup>5</sup> ibid.



# Le contexte du problème du réchauffement climatique

par Dr.-Ing. Ernst Pauli

Le thème du réchauffement de la planète est sur toutes les lèvres en raison des continues manifestations «Contre le climat» des lycéens. Si l'on étudie le contexte de cette problématique, on se heurte à un large éventail de travaux scientifiques tentant de comprendre si le CO<sub>2</sub> gazeux dans l'atmosphère modifie notre climat et de quelle façon. La grande majorité de ces chercheurs concluent qu'il y a un réchauffement dû à l'augmentation – provoquée par l'homme – des concentrations de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Cet article tente d'approfondir une réflexion sur l'importance du CO<sub>2</sub> pour notre planète.

L'énergie que nous utilisons pour chauffer nos maisons, alimenter nos véhicules, produire de l'électricité et contribuer à de nombreux processus industriels provient principalement de la combustion de ressources dites fossiles, à savoir le pétrole, le gaz naturel et le charbon. Au cours des 150 dernières années, la combustion des ressources fossiles a fortement augmenté avec l'accroissement de l'industrialisation et de la technicité, ce qui accélère encore plus la concentration dans l'atmosphère du CO<sub>2</sub> issu de cette combustion.

## Les effets de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère depuis le début de l'industrialisation

Au XIX<sup>e</sup> siècle, dès le début de l'industrialisation, les chercheurs se sont interrogés sur les possibles effets nocifs des fumées visibles dégagées par toutes les usines de l'époque, et ce en plus du smog immédiatement perceptible. On s'est très tôt rendu compte de l'influence que peut avoir la présence de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère sur la température. De façon très analogue à celle des nuages de vapeur d'eau, le CO<sub>2</sub> laisse passer le rayonnement thermique à ondes courtes du soleil à travers de l'atmosphère, mais bloque la réverbération à ondes longues de la Terre.

Il agit comme une couche isolante unidirectionnelle. A l'époque, ces effets ont été étudiés en laboratoire, donnant lieu à de premiers calculs approximatifs sur la manière dont l'atmosphère pourrait se réchauffer en fonction d'une augmentation de la teneur en CO<sub>2</sub>.<sup>1</sup> Depuis lors, on a utilisé le terme d'«effet de serre», comparant ainsi le mécanisme de réchauffement de l'atmosphère au réchauffement de l'air sous les vitres d'une serre. Il convient également de noter qu'outre le CO<sub>2</sub>, d'autres gaz ont des effets similaires. Le méthane (CH<sub>4</sub>) et le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) sont des gaz dits climatiques.

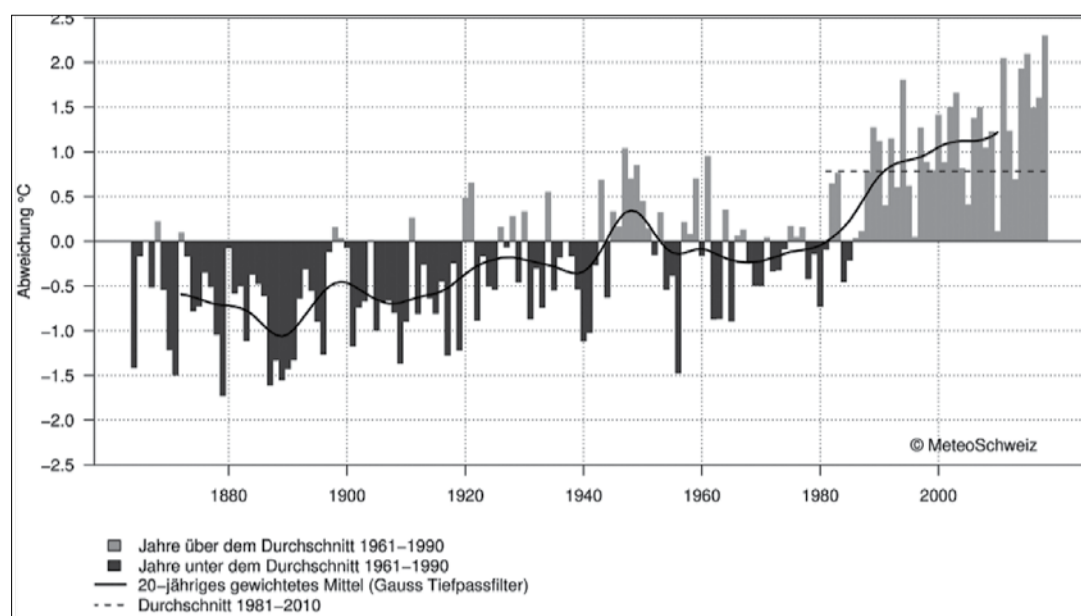
## Observation de la météo et du climat

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'invention du thermomètre, les profanes intéressés par le sujet ont commencé à décrire systématiquement le temps à l'aide d'unités de mesures. Si l'on observe l'évolution météorologique sur des périodes plus longues et qu'on pose des moyennes de température et de précipitations, on parle alors de climat, caractérisé par ces mêmes moyennes et d'autres dimensions statistiquement déterminées.

Pour la période précédant les mesures thermométriques directes, il a été possible de tirer des conclusions indirectes sur les conditions météorologiques et le climat à partir de rapports sur la période de végétation, les caractéristiques des saisons et les espèces végétales cultivées. Des événements historiques ainsi que des descriptions ont permis de tirer des conclusions sur le climat dominant, par exemple pendant la période romaine de réchauffement, la période de réchauffement du Moyen-Age et enfin le «petit hiver glaciaire» qui va du milieu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

## Le rôle du CO<sub>2</sub> est parfaitement compris

L'histoire de la Terre, remontant à la naissance de celle-ci il y a environ 4,5 milliards d'années, est un exemple utile pour mieux comprendre l'impact du CO<sub>2</sub> sur le climat terrestre. Les périodes glaciaires et les périodes chaudes se sont succédées, toujours liées à des concentrations basses ou alors élevées de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. L'empreinte des glaciers dans le paysage, divers vestiges animaux et végétaux fournissent des indications sur les périodes de réchauf-



Écarts dans les températures annuelles en Suisse sur une moyenne de longue durée (norme 1961–1990). Les températures annuelles trop chaudes sont indiquées en gris, celles qui sont trop froides en noir. La courbe noire montre la moyenne sur 20 ans de l'évolution de la température. (Source: <https://www.meteoschweiz.admin.ch/home/service-und-publikationen/publikationen.subpage.html/de/data/publications/2019/1/klimabulletin-jahr-2018.html>)

fement et de refroidissement dans l'histoire de la Terre.

Au début des années 70, on a pu tirer le meilleur enseignement de l'histoire récente de la Terre, et plus particulièrement de l'histoire du climat. On a commencé à prélever des carottes glaciaires à une profondeur de plus en plus importante dans les strates glaciaires du Groenland, puis de l'Antarctique.<sup>2</sup> La glace s'est formée en strates dont on a pu déterminer la date d'origine. A l'aide de méthodes de mesure modernes, par exemple en établissant les rapports des isotopes présents dans la couche glaciaire, on a pu déduire les températures à l'époque de la formation de la glace, ce qui a également permis, en analysant les bulles d'air emprisonnées dans la glace, de déterminer la concentration de CO<sub>2</sub> ainsi que d'autres gaz présents dans l'atmosphère, lors de la formation de la glace. Il a été possible de déterminer avec précision la teneur en CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et les températures régnant au cours des quelque 400'000 dernières années et même, par d'autres projets de forages plus profonds, pour les 800'000 dernières années. Il en est résulté une nette synchronisation entre des températures atmosphériques élevées et des importants niveaux de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. A l'inverse, il y a eu des périodes glaciaires ou de refroidissement où la teneur en CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère était basse. On a observé une certaine régularité. De longues périodes glaciaires d'environ 90'000 ans enchaînaient sur des périodes de réchauffement d'environ 10'000 ans. Ces informations ont été fournies par les dits cycles Milankovitch. On savait que ce cycle était déterminé par le fait que la distance entre la Terre et le Soleil n'était pas toujours la même.<sup>3</sup> Dans les nouveaux projets de forage, on veut utiliser des carottes de glace venant de couches plus profondes datant de 1,5 millions d'années, et acquérir ainsi des connaissances plus précises.<sup>4</sup>

## Divers effets se superposent en se renforçant mutuellement

Suite aux effets superposés, il se forme une image complexe. Dans la mer, le CO<sub>2</sub> est absorbé ou dilué à grande échelle selon

des processus très lents. En raison d'un réchauffement, par exemple suite à l'effet Milankovitch, la mer émet de grandes quantités de CO<sub>2</sub>, ce qui accroît le réchauffement. Inversement, tout refroidissement entraîne une augmentation de l'absorption du CO<sub>2</sub> par la mer, une réduction de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère et un refroidissement auto-renforcé. Il en va de même lors d'un accroissement de la formation de glace à la surface de la Terre. La quantité de lumière solaire réfléchi par les surfaces glaciaires, renforce le refroidissement. La diminution des surfaces glaciaires entraîne une auto-amplification du réchauffement. D'autres effets cycliques, chacun avec sa propre dynamique temporelle, se superposent et conduisent à des développements parfois chaotiques, mais la science est capable de les appréhender et de bien comprendre le rôle du CO<sub>2</sub>.

## A notre époque une augmentation du CO<sub>2</sub> sans précédent, plus forte et plus rapide

Pour les premiers âges de la Terre, on peut définir, au cours de millions d'années, la très lente augmentation de la concentration de CO<sub>2</sub> à partir des traces relevées dans les couches sédimentaires. Au cours du dernier million d'années précédant notre époque, la concentration de CO<sub>2</sub> dans les périodes glaciaires était d'environ 180 ppm, et n'a jamais dépassé 280 ppm dans les périodes interglaciaires. La dernière période de réchauffement a débuté il y a environ 12'000 ans. C'est dans ce climat chaud que l'homme s'est sédentarisé et a pu développer et exploiter avec succès l'agriculture et l'élevage. Pendant cette relativement courte période géo-historique, la teneur en CO<sub>2</sub> et la température sont demeurées relativement constantes. Mais d'après les premiers indices relevés dès le début de l'industrialisation du XIX<sup>e</sup> siècle, la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère a augmenté dès les années 50 du XX<sup>e</sup> siècle, pour ensuite s'intensifier de plus en plus. Cet accroissement est aujourd'hui pratiquement 100 fois plus rapide qu'il ne l'a jamais été dans les longues périodes de l'histoire de la Terre. Cela peut aussi s'ex-

pliquer logiquement par le fait que les énergies fossiles que sont le pétrole, le charbon et le gaz se sont formées au cours de millions d'années durant lesquelles le carbone s'est trouvé stocké quelque part au sein de l'écorce terrestre.

Ce carbone, présent dans notre charbon, dans le pétrole et le gaz, est à présent rejeté dans l'atmosphère en un millionième de la durée de sa genèse sous forme de CO<sub>2</sub> avec les effets de réchauffement qu'en principe nous connaissons à partir de l'histoire de la Terre et qui sont parfaitement appréhendés sur le plan de la physique. L'homme a entrepris l'exploitation des ressources fossiles à une échelle sans précédent et dans des délais historiquement très brefs, et il est donc logique de supposer que l'augmentation du CO<sub>2</sub> que l'on observe aujourd'hui est provoquée par l'homme.

## Le CO<sub>2</sub> de nos jours

Tous les processus de rejet de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère ainsi que les processus devant conduire à une réduction de la concentration de CO<sub>2</sub> sont très lents. En conséquence, on s'attend à ce qu'une réduction de l'actuelle concentration élevée de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère prenne, selon les processus naturels et suivant les valeurs préindustrielles, environ 1000 ans.<sup>5</sup> Les phénomènes qui se manifestent aujourd'hui s'installeront à long terme, éventuellement même en se renforçant, et auront des répercussions sur de nombreuses générations.

L'être humain, et donc les générations futures, devront s'adapter aux changements climatiques provoqués par une augmentation élevée, sans précédent et accélérée des niveaux de CO<sub>2</sub>. Même en faisant des efforts considérables, il n'est pas possible d'inverser cette augmentation à court terme. Toutefois, cela ne signifie pas qu'à long terme, des mesures visant à éviter une nouvelle augmentation ne soient pas judicieuses.

Il y a des exemples, où une action concertée de l'ensemble des Etats a permis de résoudre des problèmes environnementaux. Le fameux dépérissement des forêts des années 70 a été largement résolu par des règlements conséquents sur la désulfuration des fumées issues des centrales électriques ainsi que sur l'élimination du soufre dans les combustibles. Le trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique a pu être considérablement réduit grâce à la coopération internationale, grâce aux dispositions du protocole de Montréal de 1987 et à l'utilisation de produits de substitution.

Dans le cas du CO<sub>2</sub>, des accords internationaux de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ont certes été conclus mais jusqu'à présent ils n'ont eu pratiquement aucun effet. L'échange de certificats d'émission de CO<sub>2</sub> en est un bon exemple. Là, on a confié le problème aux mécanismes «d'économie de marché». On a formulé des objectifs ambitieux mais les émissions réelles ne diminuent dans aucun pays, ou alors ne diminuent que lentement, de sorte que les objectifs ambitieux sont difficiles à atteindre ou ne peuvent être remplis. Il faudrait poursuivre des propositions sensées à longue échéance. Dans ce cas, la politique du «wait and see» n'est pas de mise. Passer d'un abandon réfléchi de la production d'énergies fossiles aux énergies renouvelables est certainement une bonne voie. •

(Traduction Horizons et débats)

## «Les scientifiques veulent comprendre comment ces effets ont pu se produire»

### In memoriam

«Le contexte du problème du réchauffement planétaire» est le dernier article qu'Ernst Pauli a pu écrire pour *Horizons et débats*. Il est décédé d'une insuffisance cardiaque le 30 juillet, à l'âge de 67 ans. Nous avons perdu avec lui un collaborateur, un collègue et un ami estimé. Ses solides connaissances, son sens de la solidarité et sa chaleur humaine nous manqueront beaucoup.

Dans notre journal, Ernst Pauli traitait des questions relatives à l'énergie, non sans prendre en considération les conséquences politiques et économiques de la libéralisation du marché de l'électricité. Bien avant qu'on instrumentalise la transition énergétique au profit des luttes pour le pouvoir politique, il s'était prononcé en faveur des énergies renouvelables.

Au cours des deux dernières années, il s'était intensément concentré sur la question du changement climatique, et ce dans la perspective du scientifique qui veut comprendre comment et pourquoi de tels effets ont pu se produire. C'était la devise de sa vie. Son principal souci était de parvenir à présenter les sujets les plus complexes et sophistiqués de façon à ce qu'ils soient accessibles aussi aux profanes. Le texte ci-contre en est un exemple.

Il condamnait le détournement des questions climatiques à des fins politiques et notamment aussi la mobilisation de la jeunesse contre le monde des adultes.

Ernst Pauli avait confiance dans la capacité de l'être humain à réfléchir en tant qu'êtres rationnels et à prendre des décisions appropriées.

La Rédaction

<sup>1</sup> Fourier 1824, Tyndall 1860, Arrhenius 1896 nach Rahmstorf/Schellnhuber. *Der Klimawandel: Diagnose, Prognose, Therapie.* [Le changement climatique: diagnostic, pronostics, thérapie] Munich 2006, ISBN 978-3-406-50866-0

<sup>2</sup> *Nature* 399 (1999), Petit et al. Climate and Atmospheric History of the Past, 420000 years from the Vostok ice core, Antarctica

<sup>3</sup> Milankovitch, M. (ed.). *Mathematische Klimalehre und astronomische Theorie der Klimaschwankungen.* [Enseignement mathématique du climat et théorie astronomique des variations climatiques] Berlin, 1933

<sup>4</sup> Auf der Suche nach dem ältesten Eis. [A la recherche de la glace la plus ancienne] «*Neue Zürcher Zeitung*» du 5/4/19

<sup>5</sup> Solomon, Plattner, Knutti. ETH/EPF Zurich. Irreversible climate change due to carbon dioxide emissions. [Changement irréversible du climat dû aux émissions de dioxyde de carbone] In: *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, Février 2009



# «L'art de soigner en cultivant la bienveillance»

## L'économisation met en danger le fondement des soins

par Giovanni Maio,\* professeur d'éthique médicale et d'histoire de la médecine

sv. Un petit groupe de retraités actifs du secteur des soins infirmiers se sont préoccupés des problèmes actuels du système de santé publique. En juin 2019, avec leur premier grand colloque à Saint-Gall, ils ont voulu sensibiliser les collaborateurs des secteurs de la santé et des affaires sociales et toutes autres personnes intéressées aux problèmes de l'économisation et discuter avec eux les différentes solutions. La demande croissante d'augmenter le profit et la rentabilité dans les hôpitaux, les cliniques et les foyers entraîne une pression au travail, un manque de personnel et de temps, ainsi qu'une bureaucratisation croissante. Par conséquent, les entretiens, les relations personnelles et l'attention perdent de plus en plus leur importance.

Cette réunion a clairement montré que de nombreuses personnes exercent les professions de la médecine et des soins avec grand dévouement – cependant, il s'est avéré que l'économisation croissante et omniprésente ébranle les fondements de ces professions. Parmi de nombreux autres intervenants, le Professeur Giovanni Maio, spécialiste en médecine interne et titulaire de la chaire d'éthique médicale à Fribourg-en-Brisgau, l'a souligné. Nous publions ci-dessous un article de la revue «Krankenpflege» de l'Association suisse des spécialistes des soins, décrivant les réflexions du Professeur Maio présentées lors du colloque et illustrant sa grande estime des professions engagées dans le domaine des soins.

### Éléments de l'éthique des soins

La pratique des soins ne vise pas en premier lieu la guérison, mais l'intégrité de l'être humain. Cependant, sous la pression de l'économisation et de la rationalité, elle risque de perdre le fondement de son identité. Cette pratique visant à prendre soin d'autrui et à lui porter attention ne se réalise qu'à travers la relation s'instaurant avec le patient.

La pratique des soins fait partie des manifestations originelles de l'aide et du soutien. En tant qu'élément indispensable de la société, elle répond à un besoin humain fondamental. Il est donc évident que l'art de soigner n'est pas simplement une discipline auxiliaire de la médecine. Il s'agit d'une discipline autonome avec ses propres tâches et ses objectifs, mais aussi avec sa propre méthodologie et ses valeurs. Il importe que la pratique des soins défende fermement son identité contre toute tentative de transformation, y compris et surtout de la part de la bureaucratie. La pratique des soins a un but unique en son genre qu'aucune autre profession ne possède; son but n'est pas la guérison de la personne malade, mais son intégrité. La pratique des soins est une activité favorisant l'intégrité de la personne et il ne faut pas la confondre avec la guérison. En prodigant des soins, on ne cherche pas à guérir le patient. Ce que l'on veut, c'est lui permettre de préserver son sentiment d'intégrité malgré sa maladie ou sa vulnérabilité. La pratique des soins vise pour cela la globalité de la personne, cherche à restaurer un équilibre entre son bien-être physique et mental, à l'aider à retrouver la confiance en lui-même, à se familiariser avec son corps physiquement diminué.

### Une discipline irremplaçable

Aucune autre profession n'a comme but celui de la pratique des soins et c'est précisément ce qui lui donne sa valeur propre et, surtout, elle est irremplaçable. Irremplaçable, car sans ce soutien, toute personne atteinte dans sa

du directoire du Centre d'éthique interdisciplinaire de Fribourg, directeur de l'Institut pour l'éthique et l'histoire de la médecine, membre de la Commission des questions éthiques et juridiques fondamentales de la Chambre fédérale des médecins allemands.

Dans toutes ses publications depuis 1998, Giovanni Maio s'engage pour une médecine humaine. En 2018, son livre «Werte für die Medizin. Warum die Heilberufe ihre eigene Identität verteidigen müssen» [Les valeurs en médecine. Pourquoi les professions soignantes doivent-elles défendre leur propre identité?] a paru à Munich. La deuxième édition de son manuel d'éthique médicale «Mittelpunkt Mensch. Lehrbuch der Ethik in der Medizin» [L'Homme au centre. Manuel d'éthique en médecine] (Stuttgart 2017) contient une introduction à l'éthique des soins et douze nouveaux chapitres sur des sujets tels que le concept de santé, le concept de maladie, l'éthique du discours, l'éthique de la pratique des soins, l'éthique herméneutique, la dignité humaine, la neuroéthique, etc.

santé se découragerait et risquerait de sombrer dans le désespoir. La pratique des soins est donc une profession fondamentalement positive. Elle va au-delà de la vulnérabilité de la personne pour promouvoir ce qui, en elle, est resté intègre et en bonne santé. Elle a pour but de transmettre à la personne qu'elle peut être active dans son corps malade et que malgré son besoin d'aide de la part des soignants, elle n'est pas livrée à autrui, elle peut participer par de petits gestes ou mouvements, malgré sa vie endommagée.

Pour atteindre cet objectif, la pratique des soins repose inmanquablement sur les échanges interpersonnels avec le patient ou le résident, dans toutes les activités. L'art de soigner ne se résume donc pas à une simple prestation de soins, mais implique une relation basée sur la confiance. Prodiguer de bons soins dépend fortement de la qualité de cette interaction, fruit de la bienveillance et de l'empathie. S'occuper des personnes vulnérables ne consiste pas à fournir une prestation impersonnelle. La pratique des soins dépend nécessairement d'un dialogue se manifestant sous forme de paroles, de gestes ou de toucher respectueux. L'importance de ce dialogue empathique ne se comprend que si l'on voit dans l'art de soigner la pratique de se soucier de son prochain.

### Huit éléments de l'éthique d'un travail consciencieux

Du point de vue éthique, l'acte de soigner est étroitement lié à l'attention à autrui. Il se réfère à l'engagement actif pour le bien-être des personnes nécessitant des soins (Conradi, 2001). Cette activité se démarque de tous les concepts modernes de «prestation, productivité et efficacité».

#### 1) Reconnaissance de la dépendance

Le point initial de l'éthique de l'attention envers autrui prend ses racines dans l'acceptation de la dépendance fondamentale de tout être humain. Elle se fonde sur le principe de l'autodétermination de chaque indi-

vidu en tout temps, en considérant qu'il ne va pas toujours de soi et doit parfois être restauré. De par sa nature, l'être humain dépend toujours d'un soutien, qu'il en soit conscient ou non. L'éthique de l'attention envers autrui commence lorsqu'elle libère l'état de dépendance humaine de sa connotation négative: le besoin d'aide n'est jamais perçu comme une imperfection, mais comme une normalité.

#### 2) Importance de la relation

Décisif pour l'éthique de l'attention envers autrui est de comprendre l'être humain comme une personne fondamentalement orientée vers ses semblables, à la recherche de relations avec eux. Les relations sont une fenêtre de perception pour les problèmes éthiques, ce qui explique pourquoi l'éthique de l'attention envers autrui renvoie au caractère indispensable des liens humains pour résoudre ces problèmes. A cela s'ajoute l'importante considération d'autres vertus stabilisant les relations telles que l'indulgence, le pardon, le dévouement et la confiance. L'éthique de l'attention envers autrui implique donc la revalorisation des liens affectifs et la primauté des actions interactives pour résoudre les conflits éthiques.

Mais pour les soignants, se focaliser sur les relations est toujours un exercice délicat, car ils doivent éviter de trop s'investir émotionnellement. Même si l'on atteint ici les limites de la relation comme potentiel de solution, il faut souligner la dimension morale inhérente aux relations et la valorisation des vertus stabilisant les relations dans l'éthique de la pratique des soins.

#### 3) Des choix en fonction de la situation

L'éthique de l'attention envers autrui ne part pas d'une norme abstraite pour accéder à la pratique. Au contraire, elle prend la pratique comme point de départ. Elle perçoit l'imédiateté et la singularité de chaque situation et



(photo caro)

«L'art de soigner ne se résume donc pas à une simple prestation de soins, mais implique une relation basée sur la confiance. Prodiguer de bons soins dépend fortement de la qualité de cette interaction, fruit de la bienveillance et de l'empathie. S'occuper des personnes vulnérables ne consiste pas à fournir une prestation impersonnelle. La pratique des soins dépend nécessairement d'un dialogue se manifestant sous forme de paroles, de gestes ou de toucher respectueux.»



Giovanni Maio a étudié la philosophie et la médecine. Après de nombreuses années de travail en clinique en médecine interne et d'engagement en tant qu'assistant dans divers instituts de médecine théorique dans le domaine de l'éthique en médecine, il a obtenu son habilitation (juillet 2000). En 2002, il a été nommé à la Commission centrale d'éthique pour la recherche sur les cellules souches par le gouvernement fédéral allemand. L'année 2004 a été celle de ses nominations à la chaire C4 d'éthique médicale et d'histoire de la médecine à l'Université de Bochum, puis à la chaire C4 d'histoire et d'éthique médicale à la RWTH Aachen. L'année 2005 a été l'année de ses nominations à la Chaire de bioéthique médicale à l'Université de Zurich, puis comme professeur d'Université pour la Bioéthique/éthique médicale à l'Université Albert-Ludwig de Fribourg en Brisgau. Il est membre



## «L'art de soigner en cultivant ...»

suite de la page 6

décide, sur cette base, l'action juste semblant la plus appropriée à la situation.

Sa mission consiste à trouver une réponse appropriée à chaque situation, en sachant qu'aucune situation ne peut être traitée par la simple application de règles. La spécificité et la particularité se substituent à des règles strictes généralisables. La mission essentielle de la pratique des soins consiste à reconnaître et à préserver la singularité de l'autre (Ricœur, 2005).

La prestation nécessaire pour cela est la situation de créativité. Au centre se trouve donc la conscience intuitive de ses agissements et la sensibilité face à la nécessité d'adopter une attitude ouverte à la rencontre de l'autre. En résumé, cet aspect de la situation de créativité peut être divisée en trois éléments: 1) l'accent mis sur l'immédiateté et l'appréciation de la perception situationnelle; 2) la reconnaissance du caractère unique de la situation; 3) la nécessité d'une orientation créative et non pas simplement fondée sur des règles.

4) *Habilité à gérer l'incertitude*

Lorsqu'on applique l'éthique de l'attention envers autrui dans une situation concrète, le résultat du jugement éthique est soumis à une toute autre exigence que lorsqu'on vise l'exactitude et l'uniformité: Est-ce permis ou non? Est-ce exigé ou non? Est-ce juste ou faux? Dans le cadre de l'éthique de la pratique des soins de telles questions ne jouent pas un rôle primordial. Au contraire, l'éthique des soins doit être liée à une sorte de tolérance des incertitudes, à la disposition d'accepter des situations non univoques. Les doutes ne sont pas un état à supprimer par tous les moyens dans la pratique des soins.

On pourrait donc décrire la compétence dans la pratique des soins comme une capacité à gérer la complexité. Il n'existe pas de solution unique, mais un éventail de solutions; il n'y a pas une réponse correcte, mais à chaque fois une réponse la mieux adaptée, il n'y a pas non plus de solution objective liée à une exigence universaliste. La situation du patient et les défis qu'elle pose sont sujets à diverses interprétations. Ils ne nécessitent justement pas des décisions binaires (noir ou blanc), comme on le suggère souvent, mais invitent au respect des nuances. En fin de compte, il s'agit de supporter l'indétermination, car c'est la seule manière de parvenir à une compréhension approfondie du patient et de sa situation. Ainsi, la capacité de faire face à la complexité joue un rôle essentiel dans l'éthique de la pratique des soins.

6) *L'importance du savoir émotionnel*

Le rôle fondamental des relations, l'exigence de percevoir la situation de manière appropriée et la priorité accordée aux stratégies de solutions créatives demandent des formes de connaissances implicites telles des expériences pratiques, situationnelles ou relationnelles. Ces types de connaissances ne s'apprennent pas par cœur, il faut les expérimenter.

La pratique des soins ne se réalise qu'en mobilisant tous les sens. On ne sait ce qui est à faire uniquement si l'on ne se limite pas à



ISBN 978-3-7945-3066-3

«Dans une logique bureaucratique, la réalité est simplifiée autant que possible. Les professions soignantes sont encouragées à réduire non seulement leur travail mais également la situation du patient à un mot-clé adapté à sa fiche médicale. L'environnement de vie doit être placé dans des modèles explicatifs linéaires, et tout ce qui résiste à cette linéarité doit être homogénéisé. Or, la situation d'une personne malade ne peut pas être comprise par de simples modèles linéaires ou des slogans. Au contraire, elle nécessite une compréhension holistique et profonde.»

analyser les données cliniques, à connaître le diagnostic et à étudier le dossier du patient. Il faut se rendre au chevet du patient et concentrer toute son attention et tous ses sens sur lui et sa situation momentanée. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut transmettre au patient le sentiment d'être apprécié en tant que sujet. Par conséquent, c'est une caractéristique essentielle des soins d'avoir l'intuition de ce qui est important et approprié au moment présent. On ne peut développer ce sentiment uniquement si l'on se permet de dépasser l'approche purement objectivant du patient et qu'on l'enrichit par des formes de perception supplémentaires. L'éthique de la pratique des soins est à cet égard particulièrement progressiste parce qu'elle accorde une importance capitale au contenu des sentiments. Elle plaide de manière implicite pour la valorisation du savoir émotionnel.

«La mission des soins vise à renforcer les personnes, à les accompagner, à les reconnaître, à les encourager et à promouvoir leurs propres compétences et ressources. Il ne s'agit pas de résoudre un problème de manière stratégique, mais de soutenir la personne en l'aidant à mobiliser son propre potentiel, aussi restreint soit-il. Voilà la véritable mission de la pratique des soins.»

Le défi à relever pour la pratique des soins consiste à ne pas mettre ce savoir émotionnel en opposition aux connaissances cognitives, mais de reconnaître qu'il faut trouver le bon équilibre entre eux: le savoir émotionnel est valorisé en tant que facteur créatif, mais la connaissance cognitive reste tout aussi valable en tant que mode de vérification constante. Une éthique de la pratique des soins ne peut réellement se déployer que si elle permet des approches créatives par le biais du savoir émotionnel, sans pour autant être affranchie de l'obligation de justifier les stratégies choisies par des arguments transparents et compréhensibles.

7) *Attitude fondamentale d'aborder les situations avec soin*

En sachant que l'éthique de la pratique des soins met l'accent sur la perception de la complexité d'une situation, la réaction à un problème appréhendé sous cet angle ne s'évalue pas de la même façon que dans une logique basée sur la fonctionnalité et l'économisation. Ce qui compte n'est pas une action rapide et déterminée, mais une intervention délicate, pleine d'égard et de considération.

Dans ce contexte, la pratique des soins doit être considérée comme une discipline impli-

quant une approche prudente et un équilibre délicat. On peut accéder à cet équilibre en prenant en compte la situation spécifique du patient. Le savoir-faire dans la pratique des soins repose sur l'art du dosage juste, de la subtilité, de la prudence et du tact. Certains croient que dans un monde très ultramoderne tout peut se formaliser. Or, dans la pratique des soins avec le patient, il ne s'agit pas uniquement de respecter une exigence formelle mais on est toujours confronté au comment faire.

8) *Compréhension holistique*

Dans une logique bureaucratique, la réalité est simplifiée autant que possible. Les professions soignantes sont encouragées à réduire non seulement leur travail mais également la situation du patient à un mot-clé adapté à sa fiche médicale. L'environnement de vie

doit être placé dans des modèles explicatifs linéaires, et tout ce qui résiste à cette linéarité doit être homogénéisé. Or, la situation d'une personne malade ne peut pas être comprise par de simples modèles linéaires ou des slogans. Au contraire, elle nécessite une compréhension holistique et profonde. Pour chaque cas, il s'agit toujours d'appréhender la problématique dans son ensemble. Cela exige une pensée intégrative, qui rassemble non seulement des aspects diversifiés mais sait les saisir dans leur interconnexion. Il est donc nécessaire de se faire une vision de l'intégrité de la personne sous de multiples perspectives. C'est l'unique façon de saisir ce que ressent le patient. Cette approche est incontournable pour l'éthique de la pratique des soins. Sa rationalité consiste en fin de compte à penser dans la complexité, parce que, compte tenu de son objectif, elle est inévitablement orientée vers une compréhension holistique.

**Conclusion: la pratique des soins est la pratique de l'attention**

La mission des soins vise à renforcer les personnes, à les accompagner, à les reconnaître, à les encourager et à promouvoir leurs propres compétences et ressources. Il ne

«L'éthique de la pratique des soins ne se concrétise que si dans l'ensemble du système on accepte la nécessité d'avoir du temps et de l'attention dans les soins dispensés et que leur contenu fondamental ne peut être mesuré – il peut uniquement être expérimenté et vécu dans une atmosphère curative se développant quand les soins ne sont pas réduits aux soins du corps mais qu'ils permettent d'utiliser les soins du corps pour renouveler quotidiennement les relations bienveillantes. Si l'on accepte cette dimension de procédure des soins, on ne sert pas seulement la personne soignée mais aussi les soignants, car ils reconnaissent l'importance de leur pratique des soins et sont enrichis par les possibilités offertes par ces relations humaines dans leur travail.»



ISBN 978-3-466-34688-2

s'agit pas de résoudre un problème de manière stratégique, mais de soutenir la personne en l'aidant à mobiliser son propre potentiel, aussi restreint soit-il. Voilà la véritable mission de la pratique des soins. Ce n'est possible que par une rationalité tranquille ne pouvant être documentée, impossible à fixer sur des algorithmes. Il n'existe aucun calendrier pour le renforcement des ressources d'une personne, cela ne s'accomplit que par un travail relationnel, attentif et bienveillant. Cela dépend avant tout de la compréhension et non pas d'une logique fonctionnelle et stratégique.

L'éthique de la pratique des soins ne se concrétise que si dans l'ensemble du système on accepte la nécessité d'avoir du temps et de l'attention dans les soins dispensés et que leur contenu fondamental ne peut être mesuré – il peut uniquement être expérimenté et vécu dans une atmosphère curative se développant quand les soins ne sont pas réduits aux soins du corps mais qu'ils permettent d'utiliser les soins du corps pour renouveler quotidiennement les relations bienveillantes. Si l'on accepte cette dimension de procédure des soins, on ne sert pas seulement la personne soignée mais aussi les soignants, car ils reconnaissent l'importance de leur pratique des soins et sont enrichis par les possibilités offertes par ces relations humaines dans leur travail.

(Traduction *Horizons et débats*)**Bibliographie**

- Conradi, Elisabeth. *Take Care. Grundlagen einer Ethik der Achtsamkeit*. Frankfurt 2001  
 Maio, Giovanni. *Mittelpunkt Mensch. Lehrbuch der Ethik in der Medizin. Mit einer Einführung in die Ethik der Pflege*. Stuttgart 2017  
 Ricœur, Paul. *Soi-même comme un autre*. Seuil 1990

Source: Première publication dans *Krankenpflege* 04/2019. Reproduction avec l'aimable autorisation de l'auteur.

**Horizons et débats***Bimensuel favorisant la pensée indépendante,**l'éthique et la responsabilité**Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains***Éditeur**

Coopérative Zeit-Fragen

**Rédacteur en chef**

Jean-Paul Vuilleumier

**Rédaction et administration**

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXX

**Imprimerie**

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



# Eloge d'un braconnier

## Un réel polar de la biologie des animaux sauvages

par Heini Hofmann, journaliste scientifique

*La fin justifie les moyens n'est pas vraiment une doctrine honorable. Pourtant, il se peut qu'une mauvaise action au moment de l'événement se transforme, dans le rétroviseur de l'histoire, en une bonne action. Exemple modèle: la réintroduction du bouquetin il y a plus d'un siècle; aujourd'hui, on fait l'éloge de la génialité que représente l'illégalité de l'action de l'époque.*

La ballade tragi-comique de la mort et de la résurrection du bouquetin des Alpes, ressemble aux contes des Mille et Une Nuits. La survie de ce fier caprin des montagnes ne tenait jadis qu'à un fil. A l'heure actuelle, le sauvetage et la réintégration pan-alpine des bouquetins sont considérés comme la plus grande expérience en biologie des animaux sauvages et celle qui a été couronnée du plus grand succès.

### Des signes inversés

Ironie du destin: Le «roi des montagnes» doit sa survie en dernière minute à un véritable roi et chasseur de la «Bella Italia», à un Conseiller fédéral suisse n'ayant pas eu de succès avec sa tactique de négociation, à deux amis conjurés de Saint-Gall devenus actifs pour cette raison, et avant tout – à un braconnier maîtrisant parfaitement son métier...

Au début, cette histoire ne semble pas faire bonne impression, sauf si on la lit à travers les yeux de *La Rochefoucauld*, qui disait: «Certains inspirent la répugnance malgré leur mérite et d'autres sont agréables malgré leurs fautes.» Ainsi, le lecteur intéressé saura peut-être mieux suivre la logique embrouillée de cette réflexion inversée.

Toutefois, commençons par le début et là, la situation est mauvaise: la raison pour laquelle les bouquetins sauvages furent presque entièrement décimés au XIX<sup>e</sup> siècle est toute simple et honteuse: la chasse sans scrupules et le braconnage. Toutefois, l'intérêt ne se concentrait pas sur la viande et les trophées, mais sur un air du temps erroné.

### Pharmacie ambulante

Ce qui fût en fait fatal au bouquetin était la médecine populaire superstitieuse. La force concentrée du puissant porteur de cornes, son art de grimper élégamment – malgré son corps massif – et l'extrême résistance face aux fatigues meurtrières de l'hiver en montagne faisait du bouquetin dans les yeux des êtres humains un symbole de santé robuste.

Presque tout dans cette «pharmacie ambulante» semblait être bon pour ou contre quelque chose et avoir un effet guérissant ou magique, allant des cornes au cœur, de la moelle au sang, puis aux bézoards (poils avalés et collés ensemble en formant une boule dans l'estomac) et les os cruciformes (ossifications dans la zone d'émergence des artères coronaires du cœur). C'est pourquoi, abattre un bouquetin était une entreprise profitable. Les archevêques de Salzbourg possédaient de véritables «pharmacies de bouquetins».

### Interdictions sous peine de châtiments corporels

Les étapes de destitution du «roi des Alpes» sont macabres, démontré ici uniquement à l'exemple de la Suisse: déjà en 1550, le dernier bouquetin fut abattu dans le Pays de Glaris, en 1583 dans la région du Gothard et en 1770 dans l'Oberland bernois. Dans les Grisons, on promulgua en 1612 un décret pour la protection de cet animal sauvage, auquel, car sans effet, suivit en 1633 une réglementation renforcée selon laquelle, «personne n'avait le droit de tuer un bouquetin de quelle manière que ce soit, sous peine de châtiments corporels».

Pourtant même la menace de la peine de mort ne servit à rien; dès 1640, le caprin sauvage n'était plus que légende dans les Grisons. En Suisse centrale, il fut exterminé en 1661. Uniquement au Valais, il put survivre plus longtemps, jusqu'en 1809. Dès lors, la Suisse avait perdu une fière espèce d'animal sauvage. Puis un acte plutôt honteux: en 1875, alors qu'il n'existait plus de



Après la quasi-extinction du bouquetin des Alpes au XIX<sup>e</sup> siècle, sa réintroduction depuis 1911 fut couronnée d'un tel succès qu'il se répandit dans toute la chaîne des Alpes – des Alpes maritimes à l'Ouest aux Alpes calcaires styriennes et au massif des Karavanke au Sud-Est. (photos WPP, AJF, BNM, WVP, BGB)

bouquetins depuis longtemps, on plaça l'espèce sous protection au niveau national...

### Sauvetage royal

Dans l'espace alpin extra-helvétique, le bouquetin a subi le même sort. Uniquement dans les montagnes du Piémont, au Grand Paradis (*le nom est le programme!*), les dernières colonies survécurent difficilement, malgré une législation protectrice. Le sauvetage ne débuta que lorsque la royauté italienne acquit pour tout l'habitat de ces caprinés dans la vallée d'Aoste le droit de chasse exclusif.

Le roi *Victor-Emmanuel II*, lui-même un chasseur passionné (dénommé aussi *roi chasseur*), engagea un grand nombre de gardes-chasses, interdit toute chasse – à part celle du roi – et punit très lourdement le braconnage. Le succès ne se fit pas attendre; dans ce dernier refuge, les bouquetins des Alpes se reproduisirent à vue d'œil: sauvetage royal pour le «roi des montagnes»! Les rois suivants *Humbert I<sup>er</sup>* et *Victor-Emmanuel III* continuèrent à protéger ces caprins sauvages. Leur territoire de chasse devint par la suite le *Parc national du Grand Paradis*.

### Réintroduction – mais comment?

Peu à peu, le désir de réintroduire le roi des Alpes se fit également entendre en Suisse. La Confédération soutenait cette idée verbalement dans la loi, mais n'entreprit rien de concret. Donc des groupes d'intérêt privés en prirent l'initiative. Les premières tentatives avec des croisements de bouquetins et de caprins domestiques échouèrent.

Alors qu'à l'occasion de la fête du Simplon de 1905, le Conseiller fédéral *Joseph Zemp* eut tenté en vain de faire livrer quelques bouquetins en Suisse par le roi *Victor-Emmanuel III*, il fallut appliquer une «ruse de guerre».



On ajouta constamment de nouveaux cabris sans mères, introduits en contrebande, dans la station d'élevage «Peter und Paul», qui furent tous nourris à l'aide de biberons. En 1909, les premiers descendants naquirent dans le Parc. Dès 1915, le parc alpin «Interlaken-Harder» participa au programme de reproduction.

En d'autres termes: une bonne œuvre, à savoir la réintroduction du bouquetin dans les Alpes, commença par une «mauvaise» action, sans laquelle il n'y aurait très probablement plus de bouquetins des Alpes.

### Un contrebandier rusé

Les promoteurs du «crime», transformé par la suite en «bonne action», étaient les initiateurs du parc à gibier de Saint-Gall *Robert Mader*, hôtelier du *Walhalla* et «père du bouquetin», et le médecin *Albert Girtanner*, auteur de la première monographie sur les bouquetins. Leur complice était un braconnier italien.

En juin 1906, suite à une entreprise de contrebande aventureuse, trois bouquetins – deux petits cabris femelles et un petit cabri mâle – sont arrivés d'Italie en Suisse.

Le braconnier professionnel *Giuseppe Bérard* de la Vallée d'Aoste les avait volés du territoire de chasse royal – après avoir trompé les mères de ces petits caprins. Auparavant, il s'était bien assuré qu'ils avaient déjà reçu leur premier lait maternel (*colostrum*) ce qui les rendit plus résistants. Puis il les transporta du Grand Paradis jusqu'en Valais, toujours sur ses gardes face à la police et les responsables de la protection du gibier.

Pour garantir la survie des jeunes animaux pendant ce voyage, on développa une stratégie géniale. Le long du trajet, les cabris, qui avaient régulièrement besoin d'une alimentation lactée, furent à plusieurs reprises mis près d'une chèvre domestique – logée dans une cachette rocheuse à certains intervalles – afin qu'ils restent en forme pour l'étape suivante: un vrai chef-d'œuvre logistique pour un braconnier! Arrivés au parc à gibier saint-gallois «Peter und Paul», les cabris furent par

la suite nourris au biberon. Ces trois animaux furent le point de départ d'une réintroduction sans précédent dans l'Histoire.

### Première mise en liberté longuement attendue

Bientôt, d'autres animaux de contrebande survivirent. La joie fut immense lorsqu'en 1909, il y eut les premiers nouveau-nés au parc à gibier de Saint-Gall. L'obstination et l'audace des deux promoteurs saint-gallois – le médecin avait même osé remettre de la chloralose interdite comme anesthésiant au braconnier... – furent couronnées de succès.

Le 8 mai 1911, l'heure était venue: les cinq premiers bouquetins élevés dans le parc à gibier «Peter und Paul» furent relâchés dans le district franc «Graue Hörner» dans l'Oberland saint-gallois, d'abord dans un enclos en plein air qu'ils quittèrent au cours de la même année. Plus d'un siècle après l'extinction, le bouquetin vivant en liberté était à nouveau une réalité dans les Alpes suisses!

Cette guérison de la nature a suscité une grande sympathie au sein de la population et a été classée comme un événement d'importance nationale: un tournant dans l'époque pionnière de la protection de la nature. (*La Ligue suisse pour la protection de la nature* fut fondée qu'en 1909 et le *Parc national suisse* en Basse Engadine était encore en état de gestation.)

### «Peter und Paul» et «Harder»

Il fallait naturellement continuer à lâcher d'autres exemplaires de ce caprin sauvage, si l'on voulait qu'ils se répandent dans toutes les régions des Alpes, car les colonies de bouquetins ne migrent guère et restent attachées à leur habitat relativement restreint.

Entre-temps, la population du parc à gibier «Peter und Paul» avait rapidement augmenté, de sorte qu'en 1915, Saint-Gall put céder quelques individus au parc alpin «Interlaken-Harder» (obtenant également des animaux de contrebande d'Italie). Cela permit dorénavant à deux stations d'élevage de participer à des lâchers, d'abord en Suisse, et à partir des années cinquante, également dans les autres pays alpins.

Après le premier lâcher réussi en 1911 (Graue Hörner) et une tentative ratée en 1914 dans la région d'Ela au-dessus de Bergün, d'autres colonies furent fondées dans les Alpes suisses jusqu'en 1938, notamment: dans le Parc national en 1920, au Piz Albris et au Augstmatthorn en 1921, au Schwarzmönch en 1924, au Wetterhorn en 1926, au Mont Pleueur en 1928 et dans la région d'Aletsch en 1938.

### Nécessité de tirs de régulation

Les colonies (encore multipliées depuis) se développèrent souvent si bien qu'à partir des années cinquante (d'abord à l'aide de boîtes-pièges, puis de fusils à narcotiques) on put procéder à des déplacements d'animaux sauvages. Jusqu'à ce jour, plusieurs milliers d'animaux ont été relâchés ou déplacés, non seulement dans les Alpes suisses, mais aussi dans d'autres régions pan-alpines.

Depuis belle lurette déjà, il s'est avéré nécessaire d'effectuer des tirs de régulation dans différentes régions de la Suisse (et dans d'autres pays) – notamment dans l'intérêt du bouquetin –, car à certains endroits, des dégâts ont été causés dans les forêts et les reboisements de protection contre les avalanches. Cette chasse de régulation basée sur des critères biologiques selon le modèle grisonnais est aujourd'hui un modèle de gestion moderne du gibier.

### Unique au monde

Le bouquetin des Alpes – en Suisse, le symbole de la Protection de la nature – est donc réapparu avec un tel succès après sa triste quasi-extinction qu'il s'est presque empêtré dans son propre succès. Ergo: une histoire à succès pan-alpine unique au monde, qui – et on s'en étonne – dépasse même celle du bison américain, fut initiée en Suisse à l'aide d'un braconnier-contrebandier!

(Traduction *Horizons et débats*)